

62 MORTS

Deux Québécoises survivent au naufrage d'un traversier grec (D6)



SYDNEY 2000 «Magique!»

Lareau et Nestor savourent l'or

Le duo Montminy-Heymans grimpe sur le podium
CAHIER C

La Tribune

http://www.la Tribune.qc.ca

28 ANS

jeudi

SHERBROOKE

28 septembre 2000

91e ANNÉE - No 188

0,65 (WEEKEND: 1,75\$) Plus taxes

Tarif Floride 1,75 \$ (week-end 2\$)

URGENCE
DÉTRESSE
CLSC

7 jours / 24 h

Le n° de téléphone est dans les pages blanches de l'annuaire, sous Urgence-détresse.

Le propriétaire du Canadian Tire abdique

Daniel Roy négocie la vente de son commerce

Luc LAROCHELLE
Sherbrooke

La dernière bataille a usé le soldat, qui n'a plus le goût de la confrontation. Daniel Roy négocie actuellement la vente de son magasin Canadian Tire. M. Roy passera le flambeau à un nouveau franchisé, le 31 janvier 2001, après avoir été à la tête depuis 25 ans de l'un des commerces les plus achalandés à Sherbrooke.

L'homme d'affaires soutient, qu'à 63 ans, il est temps de passer à autre chose. Mais il ne cache pas que le sentiment de satisfaction qu'il éprouve au terme de sa carrière est dilué par l'échec qu'il a vécu lorsque la Ville a écarté son projet de construire un nouveau magasin devant le Carrefour de l'Estrie.

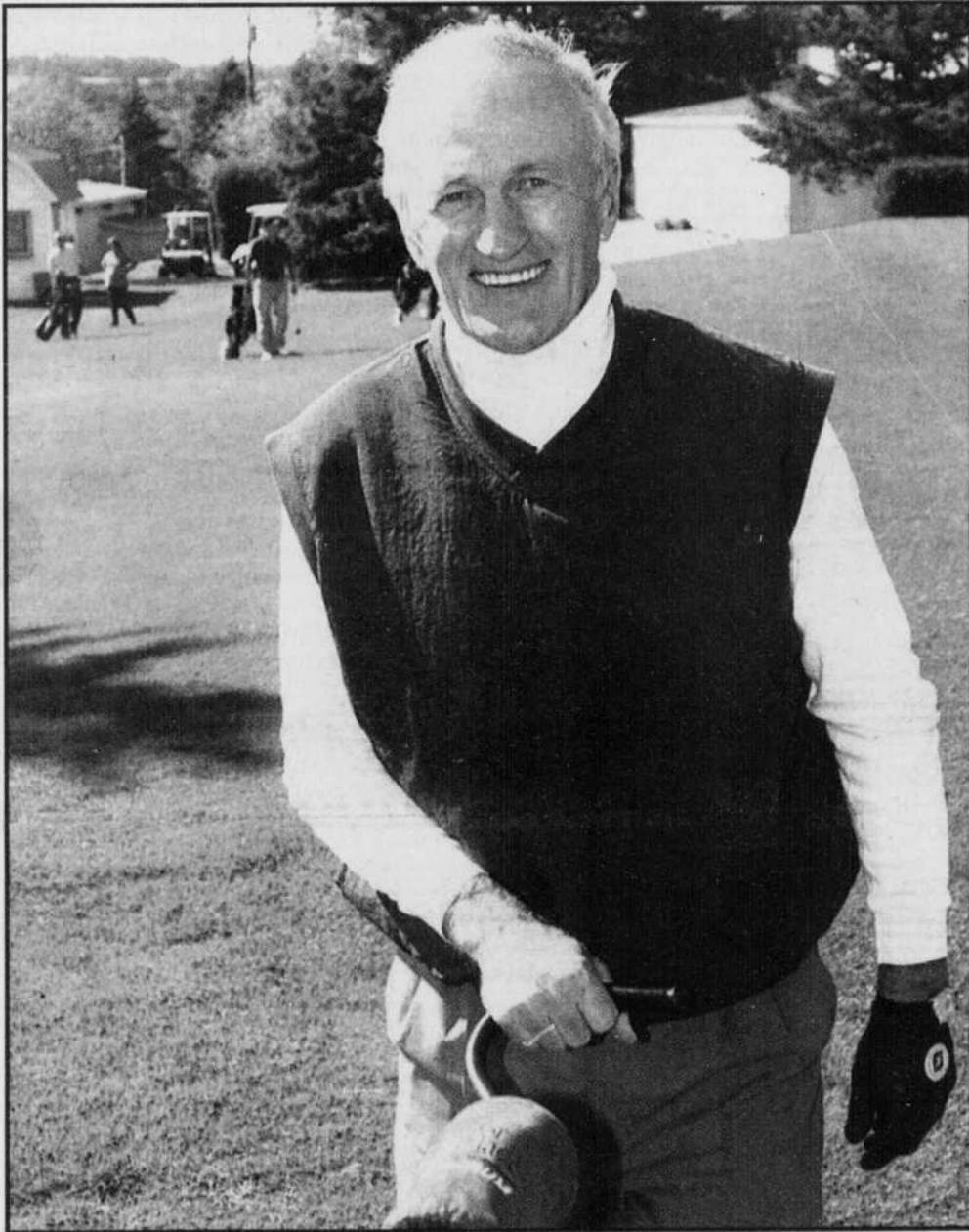
«C'est l'élément déclencheur de ma décision. J'aurais eu le goût de continuer, j'aurais souhaité me retirer en laissant à Sherbrooke un magasin à la hauteur de son potentiel commercial, mais non. Pour être franc, je n'ai jamais digéré que notre projet soit balayé du revers de la main et de manière cavalière par les membres du conseil municipal», relate-t-il avec amertume.

Car, sans spéculer sur ce que sont les projets corporatifs de Canadian Tire pour le futur, Daniel Roy demeure profondément convaincu que Sherbrooke a perdu une occasion d'affaires.

«Sherbrooke était parmi les projets en tête de liste dans la stratégie de

Le propriétaire... (suite en A2)

«Je n'ai jamais digéré que notre projet soit balayé du revers de la main»



Imacom-Daguerre, Claude Poulin

Daniel Roy, qui est propriétaire de la franchise Canadian Tire à Sherbrooke depuis une vingtaine d'années, tirera sa révérence au début de 2001 avant d'avoir posé la dernière brique sur une oeuvre qu'il aurait voulu complète. M. Roy reste amer de n'avoir pu convaincre la Ville de Sherbrooke de l'autoriser à construire un nouveau magasin devant le Carrefour de l'Estrie.

LES ÉTABLISSEMENTS DE «SECONDE LIGNE» CRIENT À L'AIDE DEVANT LA COMMISSION CLAIR

François GOUGEON
Sherbrooke

On est déçu de voir que les décideurs n'en n'ont que pour les hôpitaux... C'est vrai: on n'a pas le pouvoir médiatique et politique des centres hospitaliers et nos doléances ne se rendent pas vite à l'Assemblée nationale. Mais on espère que ça va changer!

«Les décideurs n'en ont que pour les hôpitaux...»

La présidente du conseil d'administration du Centre de réadaptation de l'Estrie (CRE), Michèle Comtois, n'a pas été la seule intervenante hier, lors de la première journée des audiences de la Commission Clair réservées à l'Estrie, à s'exprimer de la sorte.

En fait, dans le cadre de la réflexion sur les questions d'organisation et de financement du réseau de la santé et des services sociaux, un fil conducteur est apparu très clair: les établissements autres que les hôpitaux

veulent également qu'on reconnaisse les besoins de leurs clientèles.

Et c'est d'une voix unie que tant le CRE, les CLSC, le Centre jeunesse de l'Estrie (CJE) et d'autres organismes du secteur social (déficience intellectuelle, toxicomanie,

«Les décideurs...» (suite en A2)

Le CHUS doit récupérer la clientèle perdue (A5)

RÉUNION ENTRE MOTARDS AU PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC

Ménard est embarrassé

Michel HÉBERT
Québec (PC)

Les policiers n'avaient aucune raison d'appréhender les membres de Hells Angels et des Rock Machine qui ont tenu une réunion dans une salle du palais de justice de Québec, mardi.

C'est ce qu'a répondu le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, lors qu'interrogé à ce sujet, à l'entrée du conseil des ministres hier matin.

La rencontre qu'ont eue les dirigeants des motards criminels a visiblement plongé le gouvernement dans l'embaras.

Le ministre Ménard a eu bien du mal à expliquer pourquoi les agents de la SQ, ceux de la Sûreté municipale de Québec et les constables du Palais de Justice ont laissé le présumé chef des Hells Angels, Maurice «Mom» Boucher et Frédéric Faucher, son vis-à-vis chez les Rock Machine, s'entretenir en toute quiétude, entourés de leurs gardes du corps, dans une salle réservée aux témoins.

«C'est surprenant», a déclaré la ministre de la Justice, Linda Goupil qui a exigé de ses fonctionnaires un compte-rendu précis des événements. Elle a aussi invité le Barreau du Québec à se pencher sur le rôle qu'aurait joué l'avocat des Rock Machine, Me Denis Bernier, dans la planification de cette rencontre pour le moins inusitée.

M. Ménard a expliqué que la loi actuelle ne permettait pas aux agents d'intervenir, même si ce n'aurait été que pour interroger Boucher ou Faucher sur la tentative de meurtre dont a été victime le journaliste Michel Auger, du Journal de Montréal, il y a une dizaine de jours.

«Si Maurice Mom Boucher n'a pas été arrêté, c'est parce nous n'avons pas les pouvoirs légaux pour l'arrêter, un mandat d'arrestation contre lui ou un motif raisonnable de croire qu'il est sur le point de commettre un acte criminel. Je suis certain que si les policiers avaient eu cela, ils l'auraient arrêté», a-t-il ajouté.

Seule une loi antigangs rendant illégale l'appartenance à un groupe criminel aurait permis aux policiers d'intervenir, a rappelé le ministre Ménard qui espère qu'Ottawa agisse avant la fin de l'année.

«Le fait que ces gens-là s'affichent en public, cela facilite leurs moyens d'intimidation, leur recrutement et leur organisation. Si le seul fait d'être membre de gangs comme ceux-là constituait une infraction nous pourrions agir.»

S'agissait-il donc d'un «coup médiatique» visant à discréditer les policiers et le gouvernement? D'une rencontre destinée à se partager le territoire québécois et à établir une trêve? Le ministre n'en sait rien, mais estime que cela ne change rien au niveau de danger que coure la population et à la pression que doivent maintenir les policiers sur ces organisations criminelles.

«Qu'ils soient en conflit ou en paix, ces gens-là tuent pour s'enrichir. Ils sont dangereux et ils feront d'autres victimes», a soutenu M. Ménard.

«Nous courons des dangers d'une gravité que nous n'avons jamais connus auparavant», a-t-il insisté.

A Ottawa, le solliciteur général du Canada, Lawrence MacAulay, a fait indiquer que, trêve ou pas, les motards criminels restent la cible première des forces policières, partout au pays.

Quand Québec se fait tirer la langue - L'éditorial en A8

Météo / D3

FRAIS

8

6h41 18h31

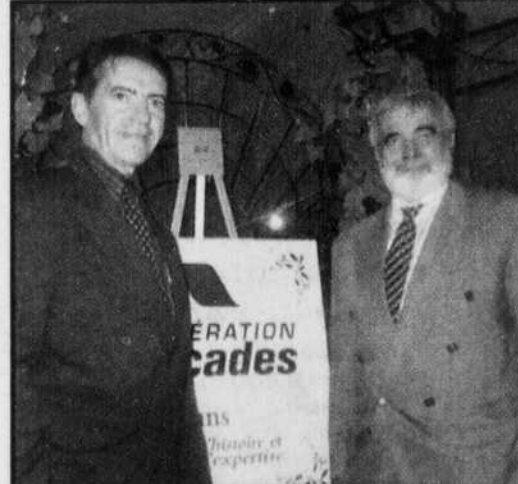
05 oct 13 oct 20 oct 27 oct

Escapade du jour

Vignoble Domaine de L'Ardennais
158, ch. Ridge, Stanbridge East • (450) 248-0597

Un vignoble où l'on fait l'élevage de cervidés! Prenez le temps d'y déguster un apéritif ou un heureux mélange de vin, de fromage et de terrine. Sentier viticole.

Tous les jours de 9 h à 17 h. Repas sur réservation.
(819) 820-2020 • www.tourisme-cantons.qc.ca



Récupération Cascades fête son demi-siècle

Pour souligner les 50 ans de Récupération Cascades, les frères Laurent et Bernard Lemaire ont rendu hommage à leurs parents Bernadette et Antonio, dont l'entrepreneurship et le bon sens ont façonné le succès d'aujourd'hui. À LIRE EN B5.

SONY

Mavica®
MVC-CD1000

- 2,1 megapixels
- Enregistre jusqu'à 1080 images sur disque CD 8cm (156 mb)
- Zoom optique 10X • Connexion USB
- Pile longue durée et logiciel PhotoSuite inclus

2199\$



Les spécialistes de la photographie NUMÉRIQUE...

du rêve
NUMÉRIQUE

IMACOM

PHOTOGRAPHIE
IMPRESSIONS NUMÉRIQUES
DIGITALISATION/CD
GRANDS-FORMATS

1306, RUE KING OUEST, SHERBROOKE (819) 565-0000 • (819) 564-2494

INDEX

Rubriques Page
 Annonces classées D-1
 Arts et spectacles C-8
 Bandes dessinées D-2
 Bourses B-7
 Chez nous B-4
 Décès D-4
 Économie B-5
 Éditorial A-8
 Éphémérides D-5
 Fonds communs B-6
 Horoscope D-2
 Loteries A-5
 Louise Vézina: C-7
 Messier en liberté D-7
 Météo: D-3
 Mode B-1
 Le monde D-6
 Mot perdu D-2
 Mots croisés D-1
 Sports C-1

Canadian Tire rejette le site de la 410

«Mon insistance pour aller devant le Carrefour n'est pas de l'entêtement», assure Daniel Roy

Luc LAROCHELLE
 Sherbrooke

Daniel Roy a bel et bien tenté d'acquiescer le motel l'Ermitage afin d'agrandir son magasin Canadian Tire sur son emplacement actuel, à l'intersection King et Jacques-Cartier, mais les coûts étaient prohibitifs. D'autre part, M. Roy soutient que ni lui ni les hauts dirigeants de Canadian Tire ne veulent des terrains commerciaux situés en bordure de l'autoroute 410.



Daniel Roy tourne la page sur le dossier Canadian Tire. Il va «mettre ses énergies ailleurs». Il aura aussi peut-être un peu plus de temps pour ses loisirs, comme le golf.

Les terrains commerciaux, qui longent l'autoroute 410 et vers lesquels la Ville de Sherbrooke a voulu le diriger, ont aussi été considérés.

«Si les analystes corporatifs avaient conclu que cet emplacement répondait aux critères de la compagnie et que je m'étais objecté au projet uniquement pour des motifs personnels, la haute direction de Canadian Tire aurait trouvé des moyens pour me convaincre, quitte à me demander de céder ma franchise. Ça c'est déjà vu ailleurs. Mais ce n'est pas le cas. Mon insistance pour aller devant le Carrefour de l'Estrie n'est pas de l'entêtement», commente Daniel Roy.

Le commerçant, qui connaît bien la région sherbrookoise, réitère que Canadian Tire n'a pas un éventail d'options pour investir à Sherbrooke.

«À mon avis, il n'y a que deux secteurs stratégiques pour un projet de ce genre. Dans le secteur du Carrefour ou ici, au coin de l'intersection la plus achalandée. Vous connaissez le point de vue de la compagnie en ce qui a trait aux terrains commerciaux disponibles à proximité du Carrefour ainsi que les démarches antérieures dans le voisinage. Il reste quoi comme alternative?», questionne-t-il.

Selon M. Roy, il est clair que le prochain franchisé de Canadian Tire à Sherbrooke devra tôt ou tard trouver une façon de moderniser ses installations.

«Le futur propriétaire aura une vision différente, il examinera probablement le dossier avec une autre perspective. Les spécialistes de la chaîne Canadian Tire travaillent peut-être sur un autre scénario à mon insu, honnêtement, je ne suis au courant de rien», avoue-t-il.

Ce dernier refuse de dévoiler le nom de son successeur, spécifiant seulement que les propriétaires des franchises de Fleurimont, Magog et Coaticook ne sont pas dans le coup.

Le propriétaire du Canadian Tire abdique (suite de la Une)

développement de Canadian Tire pour le Canada. Quand le siège social, à Toronto, reçoit une réponse négative d'une ville, personne ne vire le monde à l'envers. Les administrateurs approuvent la mise en chantier le projet qui était le suivant sur la liste. Les 10, 15 ou 20 millions de dollars qui auraient pu être investis à Sherbrooke sont allés ailleurs, dans d'autres régions», soutient M. Roy.

La déception n'est pas associée à l'argent. Daniel Roy soutient que la valeur de sa franchise n'était pas l'enjeu de sa bataille.

«Il y a des mécanismes bien établis au sein de la chaîne Canadian Tire pour la vente des franchises. La décision de la Ville n'aura aucun effet sur le prix de vente de mon magasin. C'est une question de fierté. Quand un commerçant a toujours été un leader, il voit

toujours plus grand pour son milieu. Quand ce rêve de fin de carrière a été brisé, j'ai perdu de la motivation», admet-il.

Natif de Beaulac, près de Disraeli, Daniel Roy est entré dans la famille Canadian Tire en passant par Jonquière. Il se considère chanceux d'avoir pu revenir en Estrie et prospérer dans son milieu.

«Je tourne la page, je mettrai mes énergies ailleurs, dans les autres entreprises que je possède. J'aurai sûrement un pincement au coeur les premiers matins, mais je m'ajusterai».

Visiblement, ce ne sera pas chose facile d'oublier, de renoncer. Les chefs d'entreprises de la trempe de Daniel Roy quittent généralement en livrant leur dernière réalisation plutôt qu'en laissant un dossier de cette importance dans la filière.

À L'INTÉRIEUR

Quebecor met en vente le réseau TQS (B7)

L'usine de bois de chauffage revit à Chartierville (B8)

Mode: Petite souris deviendra grande (B1)

FAITS DIVERS

Un garde-chasse blessé

Stornoway (CP) - Un agent de la conservation de la faune a été blessé à un pied, hier dans un bois de Stornoway. L'accident est survenu lorsque le garde-chasse tentait d'exécuter un orignal, selon la Sûreté du Québec.

La direction de la protection de la faune et la CSST ont pris le dossier en main afin de procéder à l'enquête. On ne dénote rien de criminel dans cette affaire.

On n'avait pas plus de détails, hier soir, à la SQ. L'homme a été transporté à l'hôpital de Saint-Georges de Beauce.

Renversé par un véhicule

Sherbrooke (psj) - Michel Côté, âgé de 39 ans, de Sherbrooke, ancien hockeyeur des Jets devenu paraplégique dans un accident de voiture, a été renversé par un véhicule hier, vers 14 h 15, sur l'échangeur Darche, rue King Ouest, à Sherbrooke.

Installé dans son vélo à trois roues, M. Côté avait stoppé à l'entrée d'une bretelle pour laisser passer une voiture puis croyant la voie libre, il a poursuivi son chemin toujours sur King Ouest mais un autre véhicule s'en venait.

Lors de l'impact, il a subi une entaille à la tête. Il était question de blessures mineures.

Policiers, pompiers et techniciens-ambulanciers se sont rendus sur place.

Début d'incendie chez Dettson

Sherbrooke - Les pompiers de Sherbrooke sont intervenus vers 13 h 50, hier, chez Dettson, dans le parc Industriel de Sherbrooke.

À leur arrivée, les employés étaient déjà évacués.

De la fumée provenait d'une salle fermée où se trouvaient, entre autres, deux réservoirs d'huile à chauffage d'une capacité chacun de 250 gallons de même qu'une canalisation de gaz naturel.

La visibilité était mauvaise mais forts des renseignements fournis, les pompiers ont localisé le début d'incendie qui s'est manifesté du côté d'un atelier de travail.

Une fois le feu éteint et la fumée dissipée, le lieutenant-inspecteur Gilles Pelland, de la Prévention des incendies, s'est rendu sur place.

Il semble que l'origine pourrait être de nature électrique; une hypothèse que l'expert devait vérifier.

Les pompiers ont procédé à une ventilation minutieuse des locaux avant la reprise de production, vers 15 heures.

Pas de suite... aux relents de «rage au volant»

Sherbrooke - Il semble bien que l'affaire du conducteur qui aurait fait preuve d'un mécontentement marqué au volant, mardi, lors d'un accident de la circulation impliquant sa propre voiture et trois véhicules stationnaires n'aura pas de suites.

Le policier Michel Martin, porte-parole du Service de police de la région sherbrookoise, a expliqué que l'on n'avait aucun témoin qui a vu tout ce qui s'était passé depuis la rue Jean XXIII, puis rue Galt Ouest jusqu'à l'embarcadere survenue entre le boulevard de l'Université et la rue Cherbourg, à Sherbrooke.

Les éléments fournis par un tel témoin auraient peut-être permis de soutenir une preuve de conduite sinon dangereuse du moins désordonnée pour la vie d'autrui.

«Les décideurs n'en ont que pour les hôpitaux» (suite de la Une)

etc.) ont cru le moment venu de faire passer leur message. Et pour eux, il y a même urgence de corriger les choses.

Par exemple, en matière de protection de la jeunesse: le Québec compte moins de jeunes qu'avant mais l'éclatement des familles, la violence, la délinquance et autres difficultés sont toujours bien présentes. Les besoins augmentent.

«En 1996, on donnait des services à 1551 jeunes, dont 1067 en protection de la jeunesse et en août 2000, on était rendu à 1788 jeunes, dont 1293 en protection de la jeunesse. C'est une augmentation de 14 pour cent en cinq ans», a illustré le président du conseil d'administration du CJE, Gérard Toussaint, signalant que les budgets n'ont pas suivi. Pire, ils ont été réduits.

Ces jeunes en difficulté dont le nombre ne cesse d'augmenter à cause d'un tissu social qui se dégrade toujours plus, «ce sont nos adultes de demain», a rajouté M. Toussaint. Il ne fait aucun doute dans son esprit que tout doit être mis en place pour que l'intervention la plus adéquate se fasse le plus vite possible. Sinon, les coûts sociaux vont être faramineux plus tard.

D'où l'importance non seulement de poursuivre le travail d'une véritable organisation en réseau pour l'ensemble des acteurs mais d'accroître la prévention. «Chaque dollar investi dans la prévention rapporte une économie à long terme de 7 \$», a indiqué Guy Létourneau, de la Conférence des CLSC/CHSLD de l'Estrie.

En terme de réadaptation également, a témoigné Lucie Dumas, du CRE, l'impact d'une intervention qui n'est pas faite au moment adéquat se fait terriblement sentir pour le reste de la vie. «Chez les enfants aphasiques (troubles de langage), par exemple, on évite les placements... Même chose en réadaptation physique: c'est un investissement d'avoir les spécialistes qu'il faut et de traiter la personne au bon moment. La SAAQ (Société d'assurance automobile du Québec) a bien

compris l'économie à faire et on aimerait bien que le gouvernement suive cet exemple... Et plus que l'argent, c'est la qualité de vie qui est en jeu», a noté Mme Dumas.

Présent à la table des auditeurs à l'ouverture de ces assises, le député de Johnson, Claude Boucher (ses collègues libéraux Yvon Vallières, Monique Gagnon-Tremblay et Robert Benoit étaient présents avec le public) n'a pas été surpris de tels commentaires.

«Malheureusement, c'est comme historique. Ça fait 30 ans qu'on assiste à cette situation», a-t-il dit, se disant parfaitement en accord avec le fait que la première ligne, les organismes à caractère social, la réadaptation et autres «parents pauvres» du réseau doivent recevoir toute l'attention requise,

Le CHUS doit récupérer la clientèle perdue (A5)

LA RÉDACTION

Ligne ouverte: 564-5456, poste 444
 Télécopieur: (819) 564-8098
 Téléphone: (819) 564-5454
 Courrier électronique: redaction@latribune.qc.ca
 Page Internet: http://www.latribune.qc.ca

La Tribune

1950, rue Roy, Sherbrooke, Qué.,
 Tél.: 564-5450, 11K 2X8
 Journal quotidien publié à Sherbrooke par
 Les Journaux Trans-Canada (1996) Inc.
 (division La Tribune)

TÉLÉPHONES

Annonces classées: 564-2222
 Publicité: 564-5450
 Rédaction: 564-5454
 Abonnements: 564-5466
 ENVOI DE PUBLICATION; Enregistrement No 0529168

LIVRAISON

Camelots et camelots motorisés
 Prix de vente 3,52 \$
 T.P.S. 25 \$
 T.V.Q. 28 \$
 Coût à l'abonné 4,05 \$

ABONNEMENTS

Abonnement payé à l'avance: droits deservis par camelot et camelots motorisés.

Temps	Prix	TPS	TVQ	Total
1 an	165,17 \$	11,56 \$	13,26 \$	189,99 \$
6 mois	88,00 \$	6,16 \$	7,06 \$	101,22 \$
3 mois	45,00 \$	3,15 \$	3,61 \$	51,76 \$
1 mois	25,00 \$	1,75 \$	2,01 \$	28,76 \$

Abonnement par la poste: Territoire immédiat

Temps	Prix	TPS	TVQ	Total
1 an	255,00 \$	17,85 \$	20,46 \$	293,31 \$
6 mois	140,00 \$	9,80 \$	11,24 \$	161,04 \$
3 mois	80,00 \$	5,60 \$	6,42 \$	92,02 \$
1 mois	50,00 \$	3,50 \$	4,01 \$	57,51 \$

AUX ÉTATS-UNIS ET AUTRES PAYS

1 an 700,00 \$, 6 mois 410,00 \$, 3 mois 265,00 \$, 1 mois 130,00 \$
 «La Tribune» est sociétaire de la Presse canadienne, de l'Association des quotidiens de langue française, membre de l'Association des quotidiens du Canada, affiliée à l'Audit Bureau of Circulation ABC et à l'Union internationale de la presse catholique. Sources d'informations: Presse canadienne, Presse associée, Reuter, Agence France-Presse. Le service de photos fac-similées de la Presse canadienne et les agences affiliées sont autorisées à reproduire les informations de La Tribune.

LE CARDIGAN tricot tweed ZIP ET CAPUCHON 39⁹⁵

Grosses tresses au devant et sur les manches, tricot 70% laine et 30% nylon, c'est le cardigan court zippé avec capuchon enveloppant pour tenir chaud. Couleur avoine. P.m.g. Jeans 39,95, tee-shirt peace 20,00

la maison
simons

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC, MONTRÉAL 977 RUE STE-CATHERINE OUEST, SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE



Mario GOUPIL

Un air d'Italie...

Et si j'allais déjeuner au Palais de justice ce midi...
J'avoue que l'idée m'a effleuré l'esprit, hier, alors que je sortais du *Coq Rôti* avec ma boîte de poulet sous le bras. C'est tranquille à l'heure du dîner au palais de justice, me suis-je rappelé, sans compter qu'il y a de jolies petites salles inoccupées dans cet édifice situé au coin de la rue.

Enfin, j'ai pensé que sans veste de cuir, sans bijou, sans tatou, sans rien d'autre que du petit change dans mes poches, et surtout sans étiquette ou tête de mort dans le dos, je n'avais aucune chance de manger chaud au palais de justice. On m'expulserait avant même que j'aie le temps de dire «Mom». Pourtant, c'est pas très long à dire «Mom». Mais encore faut-il avoir le temps de le crier si on veut faire peur à quelqu'un...

Je vous ai déjà raconté ce que je pense des faux policiers qui sont en devoir au palais de justice. C'était pendant le procès Bourassa-Morin, alors que ces agents de la paix se comportaient comme s'ils étaient les propriétaires de la place. Faites pas ceci, faites pas cela, appuyez-vous pas sur les dossiers des chaises avec vos bras, ne parlez pas, et quoi encore. Franchement, ils semblaient prendre un certain plaisir à emmerder les curieux qui étaient venus assister au fameux procès au palais de justice.

Même les journalistes en devoir pendant ce célèbre procès s'étaient fait dire par des gardiens de sécurité ce qu'ils pouvaient faire ou non dans l'exercice de leurs fonctions. J'avais dénoncé leur comportement à l'époque, ce qui m'avait valu d'être grondé publiquement par deux avocats et privé d'une employée du Palais de justice. À mes yeux, les agents de la paix devaient être là pour faire régner l'ordre et non pas pour un «trip» de pouvoir.

Une nouvelle étape

Cela dit, la prise de contrôle des motards criminalisés sur le Québec vient maintenant de franchir une nouvelle étape. Comment peut-on en effet imaginer que deux bandes de motards aient pu déléguer quatre de leurs têtes dirigeantes respectives à une rencontre au sommet en vue de faire la paix, dans un palais de justice, sans être importunés par les forces de l'ordre?

Plus irrespectueux que ça de nos institutions, tu meurs, non? Après l'église, le monde journalistique et le palais de justice, ça va être quoi la prochaine fois: le parlement de Québec, la résidence du premier ministre?

On rapporte que la guerre entre les motards a fait 150 victimes au sein de ces bandes criminalisées. Mais là n'est pas le malheur. Oh que non! Le malheur, c'est qu'il y a également eu ces dernières années 167 innocentes personnes qui furent tuées ou blessées à cause de cette guerre.

Pourtant, malgré ces statistiques effarantes, le bon ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, est venu nous dire hier: «Si 'Mom' Boucher n'a pas été arrêté, c'est que la police n'avait pas de motif raisonnable de croire qu'il était sur le point de commettre un acte criminel...»

Alors là, on aura vraiment tout entendu.

S'cusez juste un p'tit instant monsieur le ministre Ménard: vous n'êtes pas vraiment sérieux, dites? Mais n'avez-vous donc pas encore compris que ce n'est pas pour ce qu'il compte de faire qu'on veut que monsieur «Mom» se fasse épingle, mais bien pour ce qu'il a fait? Comment se fait-il que vous ne compreniez pas cela? Comment se fait-il que vous n'avez rien à lui reprocher?

Fait accompli

Et le Barreau, j'imagine qu'il ne doit pas être très fier de l'avocat qui a fait en sorte que les deux bandes de motards puissent se rencontrer en plein palais de justice? Que va-t-il faire le Barreau contre cet avocat? Est-ce que ça ira plus loin qu'une lettre de blâme? Si blâme il y a bien sûr puisque l'avocat plaide l'innocence en soutenant s'être retrouvé devant un fait accompli.

Fait accompli, mon œil...

La volonté politique de faire disparaître les bandes de motards ne semble tout simplement pas là, voilà tout. Pendant que Québec et Ottawa vont continuer à se renvoyer la balle, les Hell's Angels et les Rock Machine vont continuer à «contrôler» le Québec. À le faire trembler aussi. Il y a des jours où l'on se croirait en Italie...

D'ailleurs, quand je vois des motards criminalisés s'installer comme s'ils étaient chez eux au palais de justice, je me dis que ce n'est certainement pas demain la veille que leurs repaires, comme celui qui fait la fierté des Hell's Angels à Lennoxville, vont disparaître du paysage québécois.

mgoupil@latribune.qc.ca

Clément Nault quitte le pays avant l'arrivée du mandataire de Harel

Luc LAROCHELLE
Sherbrooke

Le mandataire que la ministre des Affaires municipales, Louise Harel, parachutera pour secourir les maires de la région sherbrookoise, atterrira sur un navire sans capitaine: le préfet Clément Nault quitte le pays ce vendredi pour une période de quinze jours.

M. Nault se rendra en Grèce avec son épouse, un voyage planifié de longue date pour célébrer leur 35^e anniversaire de mariage. Le préfet Nault, qui a soumis à la ministre Harel il y a plus d'une semaine les noms de trois personnalités de la région prêtes à jouer le rôle de mandataire, n'a toujours pas eu de nouvelles de Québec.

«J'aimerais bien connaître le choix de Mme Harel et avoir la chance de m'entretenir avec la personne qui travaillera avec nous avant de partir, pour lui expliquer où nous en sommes. Je n'ai toutefois aucun contrôle sur les décisions gouvernementales», a dit M. Nault, en précisant qu'il était hors de question pour lui de reporter son projet conjugal malgré l'importance des enjeux régionaux.

«Je ne sais pas encore si j'aurai une ville dans deux ou trois mois. Je voulais au moins être certain de garder ma femme!» a-t-il blagué dans un premier temps, avant d'ajouter sur un ton plus sérieux: «Nos réservations ont été faites et nos billets achetés avant que la ministre Harel dépose son Livre blanc, au mois d'avril. Je ne pouvais donc pas prévoir que mon voyage entrerait en conflit avec nos discussions à la MRC. J'ai prévenu mes collègues que je partais, nous avons discuté de l'agenda pour les deux prochaines semaines et, concrètement, je raterai une seule réunion», explique le préfet.

Tâche allégée par le pacte fiscal

Selon M. Nault, le mandataire qui sera éventuellement nommé par Québec aura besoin de temps pour se mettre au parfum du dossier.

«Je ne pense pas que le mandataire convoquera les maires dès le lendemain de sa nomination. Je m'attends davantage à ce qu'il prenne une ou deux semaines pour étudier les documents produits par nos consultants et examiner les propositions de regroupements émanant de certaines municipalités avant de tenter d'arbitrer nos différends».



Clément Nault, préfet de la MRC de Sherbrooke

Le préfet de la MRC de la région sherbrookoise soutient d'autre part que le nouveau pacte fiscal, conclu entre Québec et les municipalités, élimine ce

qui aurait pu être une source de dispute entre les maires.

«En réglant la question du paiement des en-lieux de taxes sur les bâtiments publics, le gouvernement québécois a allégé notre tâche. Tout de suite, nous pouvons rayer les hôpitaux, les campus collégiaux et universitaires ainsi que les écoles de la liste des équipements à financer. Si le mode de compensation régional avait plutôt été celui retenu, ma municipalité, Bromptonville, aurait en partant écopé d'une facture de 120 000 \$. Vous comprendrez que les négociations auraient été encore plus ardues pour les autres activités ou infrastructures que nous avons à examiner», dit M. Nault.

La prochaine rencontre entre les maires de l'agglomération sherbrookoise est prévue pour le 13 octobre. Le préfet rentrera au pays deux jours plus tard, le 15. L'extension allouée par la ministre, vu l'entrée en scène d'un éventuel mandataire, expire le 30 octobre pour le dossier des équipements régionaux.

Le bureau de la ministre Harel n'est toujours pas en mesure de préciser à quel moment sera dévoilé le nom du mandataire.

Sherbrooke à la rescousse de Cuba



«Je suis enchantée de ce que j'ai vu ici», a déclaré Marita B'hamel, directrice des communications du ministère cubain des Affaires extérieures.

Un bon coup de Canexport

Sherbrooke (GF)

Si du béton à la sherbrookoise est coulé à Cuba un jour, c'est une entreprise de Magog qui sera derrière tout ça.

C'est en effet grâce à Canexport, de Magog, et à Roger Delorme, son pdg, que Cuba a été aiguillé vers l'Université de Sherbrooke afin de solutionner ses problèmes de béton.

Canexport est une entreprise qui se spécialise dans la vente de services et de produits sur les marchés extérieurs. Elle oeuvre dans six ou sept pays, a souligné M. Delorme qui, dans une vie professionnelle antérieure, a été animateur et directeur de l'information chez Télé Média.

Les Sherbrookoises font déjà des affaires avec Cuba. Des hôtels ont été construits sous la supervision d'un architecte du groupe Cimaise. Le Québec y est le plus gros fournisseur d'équipe-

ments techniques et de laboratoire.

«Cuba peut tirer profit des relations qui pourraient être établies avec l'Université de Sherbrooke et ses spécialistes du béton... Il y a un hôtel récent à Cuba qui montre déjà des fissures importantes. La main-d'oeuvre a fait défaut. On a vu que les chercheurs de Sherbrooke ont une technologie pour réparer cela. Cuba pourrait en profiter... La Havane est une très vieille ville. Il y a des maisons qui datent de 300, 400 ans. On pourrait les réparer», a expliqué M. Delorme.

De la même manière, Sherbrooke pourrait résoudre un problème majeur que rencontrent les Cubains dans la construction d'un pont au-dessus d'une gorge profonde. Pour supporter le tablier du pont, il faudrait des piliers énormes qu'il faudrait ancrer très profondément, faute d'y trouver du roc. Or, le béton haute performance permet de construire des tabliers plus légers. Il en coûterait moins cher pour faire ce pont, a-t-il ajouté.

Une technologie convoitée: la préparation du béton

Gilles FISETTE

Sherbrooke

Cuba pourrait trouver à Sherbrooke l'aide nécessaire pour réparer ses vieilles infrastructures de béton et pour en construire de nouvelles de façon plus économique et plus durable.

Hier matin, la directrice des communications du ministère cubain des Affaires extérieures, Marita B'hamel, et la déléguée commerciale cubaine en poste à Montréal, Obdulia Barreiro, ont donc prêté une oreille attentive aux explications des professeurs du Département de génie civil de l'Université de Sherbrooke.

Sable cubain en cause?

Cuba a un problème avec ses édifices de béton. Certains sont très vieux et sont fissurés. D'autres sont très récents et sont... fissurés aussi. Cuba se demandait si les ingrédients entrant dans la composition du béton, chez eux, étaient en cause.

«On a donc reçu des échantillons du sable, du ciment et des agrégats de Cuba et nous les avons analysés. Ce sont ces résultats que nous présentons à Mme B'hamel ainsi que les services que nous pourrions rendre aux Cubains», a expliqué le professeur Kenneth Jones, en compagnie des professeurs Kamal H. Khayat et Arezki Tagnitt-Hamou.

Bonne nouvelle pour les Cubains. Leur sable, leur ciment et leurs agrégats ne sont pas en cause. Ils sont capables de composer un excellent béton, aussi bon que celui de Sherbrooke, lequel, soit dit en passant, est l'un des meilleurs au monde comme le prouvent à tous les jours les chercheurs du Centre de recherche interuniversitaire sur le béton (CRIB).

«Avec les matériaux que nous avons reçus, nous avons obtenu un béton de même qualité que celui que nous pouvons produire à partir des matériaux d'ici», a souligné M. Tagnitt-Hamou.

La préparation

La mauvaise nouvelle pour les Cubains, c'est qu'ils n'ont pas la bonne façon de préparer le béton. Il ne suffit pas d'avoir les bons ingrédients, il faut savoir comment les apprêter.

«Pour pouvoir identifier le problème correctement, il faudrait pousser la recherche. Nous ne pouvons pas le faire à partir de ce que nous avons reçu», a ajouté M. Jones.

La balle est donc dans le camp de Cuba.

Madame B'hamel a également appris que les chercheurs du centre ont développé une grande expertise dans la réparation d'ouvrages de béton. Ils ont développé une technique qui permet de solidifier un ouvrage de béton, en passant par les fissures, prolongeant ainsi la vie des ouvrages.

Sherbrooke, comme en fait foi aussi la passerelle du centre-ville qui réunit la rive droite à la rive gauche de la rivière Magog, à son confluent avec la Saint-François, est capable de produire un béton qui permet d'alléger les structures, tout en leur assurant une plus grande solidité encore. Cette science pourrait être fort utile à Cuba, notamment dans un pont qu'on est en train de construire au pays de Fidel Castro, entre les rives escarpées d'une rivière.

«Je suis enchantée de ce que j'ai vu ici», a résumé Mme B'hamel, en soulignant l'importance des relations canado-cubaines et de l'enrichissement que chaque partie en retire.

Des voleurs s'emparent d'une remorque de papier fin

Pierre SAINT-JACQUES

Sherbrooke

Un ou des malfaiteurs ont volé une remorque remplie de papier fin, dans la nuit de mardi à hier, dans le parc de stationnement du Carrefour de l'Estrie, boulevard de Portland, à Sherbrooke.

Au cours de la même nuit, un tracteur routier de marque Freightliner, lettré United Van Lines, a été volé dans la cour du 4025 rue Garlock, dans le parc Industriel de Sherbrooke, tout près du lieu du vol de la remorque.

On peut définitivement établir un lien entre les deux vols, le tracteur ayant sans doute été arimé à la remorque pour une destination inconnue.

Papier fin pour 25 000 \$

Dans la remorque blanche avaient été alignées 22 palettes de boîtes de papier fin d'une

valeur de 25 000 \$.

À l'arrière de la remorque, en haut, on peut lire en lettres noires le mot Intervan et, sur les portes, les chiffres 482212.

Quant aux 22 palettes, on retrouve 10 palettes sur lesquelles reposent des boîtes de couleur bleu foncé; il est possible de lire Copie Windsor Copie 20560; sur dix autres palettes, on note les lettres CGI à trois trous 68559; enfin sur les deux autres palettes, on voit sur le lot Windsor Offset 20214.

La remorque d'une valeur de 35 000 \$ avait été stationnée près du magasin Zellers, côté rue des Érables.

Si des témoins ont remarqué des allées et venues suspectes dans ce secteur au cours de la nuit de mardi à hier, ils sont invités à communiquer avec les autorités du SPRS, 821-5555.

La grosse question demeure: que peuvent faire des voleurs avec un tel lot de papier fin ou encore, où pourront-ils l'écouler?

Princesse
Marina de Bourbon
Paris

Eau de parfum 50 ml 59\$
(en atomisateur)

L'O de l'Aube
PARFUMERIE
Promades King (mail intérieur)
2235, rue King Ouest, Sherbrooke, 564-0814

Visites-surprises aux débarcadères

□ Les contrôleurs routiers ont vérifié neuf autobus d'écoliers hier au Séminaire Salésien

Pierre SAINT-JACQUES

Sherbrooke

Le Service du contrôle du transport routier de la région de Sherbrooke a effectué une halte, hier matin, au débarcadère d'autobus d'écoliers du Séminaire Salésien, à Sherbrooke.

Les contrôleurs routiers ont procédé à la vérification de neuf autobus afin de s'assurer que la mécanique et les diverses pièces d'équipement répondent aux normes de sécurité et sont conformes aux lois et règlements.

«Le but de ces opérations est de d'assurer que le transport des enfants par autobus se fait en toute sécurité» a expliqué M. Benoît Labonté, contrôleur routier et porte-parole pour le Service de contrôle du transport routier régional.

La veille, les contrôleurs se trouvaient à Asbestos où ils ont vérifié 14 autobus d'écoliers, notant deux défauts majeurs dont des boulons mal serrés dans un cas et 11 troubles mineurs.

«Demain nous pourrions nous installer au débarcadère de l'école du Triolet ou nous rendre à Coaticook. Ce sont des visites-surprises qui seront faites durant tout l'automne, tant qu'il n'y a pas de neige car il est impossible de voir comme il faut. Puis nous reprenons ces opérations au printemps» a indiqué M. Labonté.

Outre le bon état mécanique, on s'assure du bon fonctionnement du bras d'éloignement, de la présence de

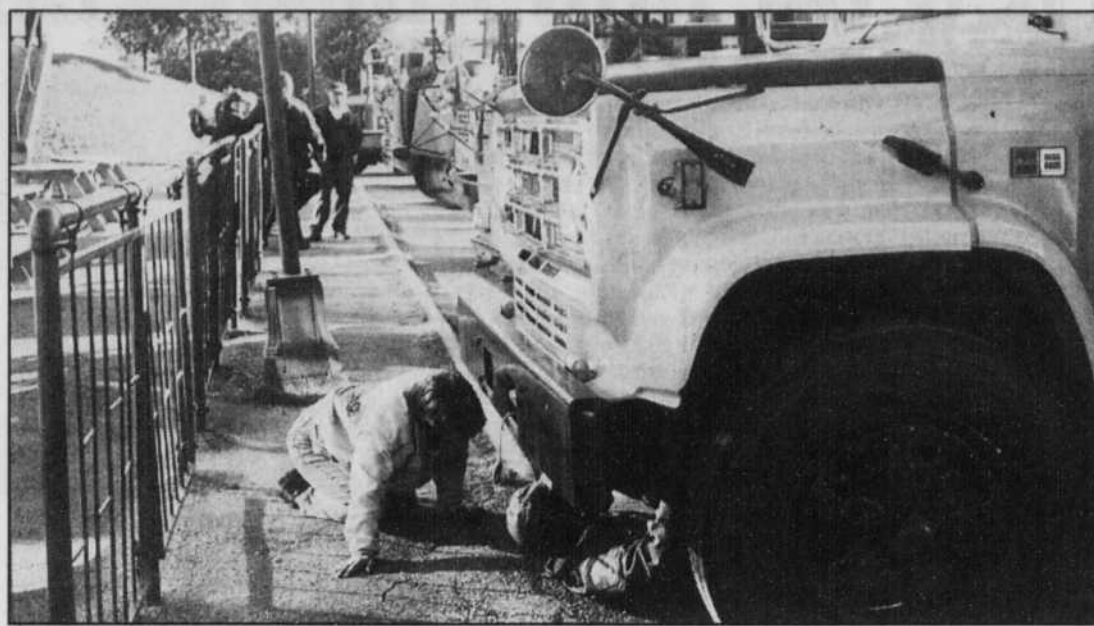


Photo La Tribune, Pierre Saint-Jacques
La chauffeur Christiane Chabot suit de près l'examen effectué par le contrôleur routier Daniel Roux.

la trousse de premiers soins, de l'état des sorties de secours, de la couleur conforme de l'autobus... bref de tous ces détails qui font de l'autobus d'écoliers un véhicule très sécuritaire.

Lors de l'opération d'hier, au débarcadère du Séminaire Salésien, on a relevé sur les neuf autobus, deux défauts majeurs, à savoir des freins mal ajustés et 23 défauts mineurs.

M. Labonté a mentionné que le résultat se situait dans la moyenne, ni pire ni mieux qu'ailleurs, que ce n'était pas alarmant et que dans l'ensemble le parc des autobus d'écoliers

est sécuritaire dans la région... et que beaucoup d'efforts sont fournis pour qu'il en soit ainsi.

Soulignons qu'au débarcadère d'autobus d'écoliers d'un établissement privé, on retrouve un bon échantillonnage de transporteurs venant d'un peu partout en région.

Hier, en principe, 11 autobus auraient dû être contrôlés mais deux chauffeurs devaient aller conduire des passagers dans d'autres écoles. «Nous sommes là non pas pour retarder ou encore pénaliser les élèves mais pour vérifier les véhicules de transport» a rappelé M. Labonté.

Questionnée à savoir ce qu'elle pensait de ces vérifications-surprises, une chauffeur, Mme Christiane Labonté, a commenté: «C'est important. Il y va de ma vie, de ma sécurité et aussi celle de mes passagers. Ce matin ça me fait rater un rendez-vous mais je crois que l'opération est plus importante.»

C'est un sentiment partagé par plusieurs transporteurs.

Pour leur part, les contrôleurs routiers ne se perçoivent pas comme des matraqueurs de constats d'infraction mais comme des conseillers en sécurité qui doivent émettre des rappels à l'ordre.

La population de Sherbrooke n'est pas en hausse, mais en baisse!

Gilles FISETTE

Sherbrooke

Déception! La population de Sherbrooke n'est pas en croissance, contrairement à ce qui a été écrit dans l'édition de mardi. Elle est en baisse si on compare les données de juillet 2000 à celles d'il y a quatre ans, à la même période.

Au lieu de se rapprocher de la barre du 80 000, on s'en éloigne donc.

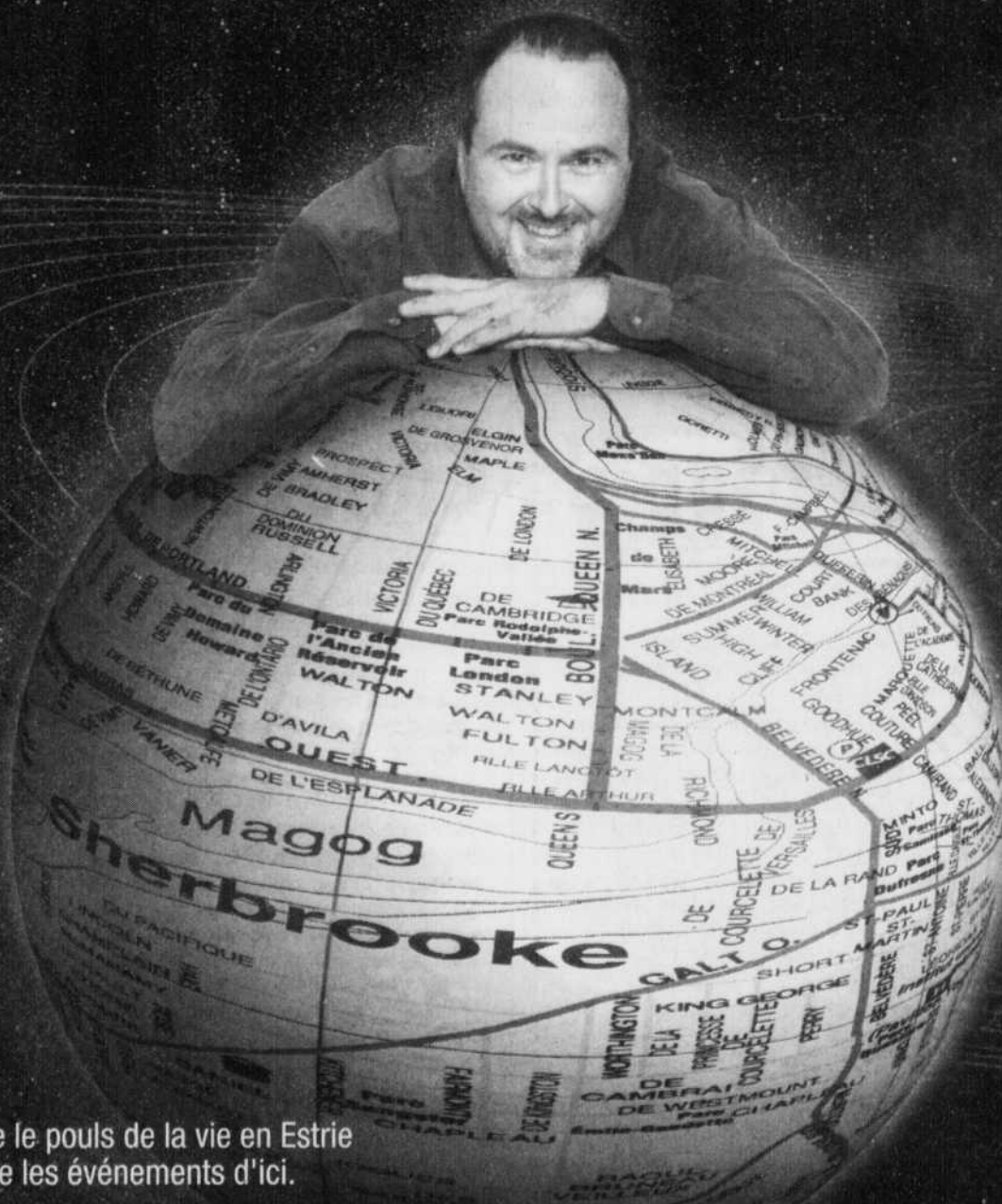
La méprise est venue d'une mauvaise lecture du tableau accompagnant le texte sur le fil de presse de CNW (Canadian news wire) où les données étaient décalées d'une ligne par rapport aux noms des municipalités.

Il faut bien lire que la population sherbrookoise s'élevait à 77 129 personnes en juillet 2000, en baisse de 1,5 pour cent comparativement aux 78 297 personnes recensées en juillet 1996.

Dans un tableau préparé à partir de données fournies par l'Institut de la statistique du Québec et faisant état de la démographie dans les principales municipalités du Québec, on peut remarquer que Sherbrooke ne vit pas une situation particulière. La ville fait ainsi partie d'un groupe de douze municipalités où la population a chuté en quatre ans, un groupe dans lequel on compte Montréal et Québec.

Le tableau peut être consulté sur le site web de l'Institut de la statistique du Québec (www.stat.gouv.qc.ca).

CHACUN SON MONDE



Une escale pour prendre le pouls de la vie en Estrie et mieux comprendre les événements d'ici.

L'escale des Cantons

Une émission de Denis Couture

En semaine à 16 h

101,1 ^{fm} estrie

première chaîne

Radio-Canada

LES AUDIENCES DE LA COMMISSION CLAIR

Haro sur les bureaucrates

Sherbrooke (FG)

Il s'est cassé du sucre hier sur le dos des fonctionnaires et bureaucrates du réseau de la santé et des services sociaux que bien des intervenants sur le terrain rendent responsables des difficultés vécues dans les établissements.

«Il y a une obligation de toute urgence de mettre fin à cette lourdeur administrative, à cette bureaucratie à outrance, cette centralisation», a lancé avec vigueur la présidente du conseil d'administration de l'Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke (IUGS), Suzanne Nootens.

«Pourtant, elle-t-elle poursuivi, les bonnes idées, la façon d'améliorer les choses c'est sur le terrain que ça se vit, comme par exemple avec le projet d'hébergement par alternance (pour du répit aux aidants naturels) qu'on a mis sur pied... Mais quand il faut franchir 22 étapes administratives pour débloquer un projet, ça ne facilite pas les choses!»

La Conférence des CLSC/CHSLD en avait également contre la lourdeur administrative venant cette fois de la fusion des établissements: cela a compliqué les genres dans les services à donner à la clientèle. Elle visait alors les syndicats.

«Quand on se retrouve avec 13 unités d'accréditation différentes, c'est difficile de bouger... On manque de monde à des endroits et on se retrouve en surplus ailleurs. On doit recruter du personnel, payer du temps supplémentaire... Ça fait une gestion lourde et coûteuse. On a un problème de mobilité du personnel à l'intérieur des établissements et entre les établissements», a déploré Michèle Collard.

Aussi, elle a plaidé en faveur d'un «décloisonnement professionnel»; ce qui ferait qu'une infirmière bachelière par exemple pourrait prendre la relève des médecins pour certaines interventions bien précises.

Abolir la Régie régionale?

Même le Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CHUS) est intervenu dans la danse pour analyser qu'avec sa population, le Québec en a bien trop de 18 régies régionales.

«Le Québec n'a ni la population ni les ressources pour supporter 18 régions socio-sanitaires... Cela nous mène à une balkanisation, voire à une rupture de services», a fait valoir son directeur général, Jean-Pierre Chicoine.

Mais celui-ci, qui propose un découpage territorial basé sur les cinq centres hospitaliers universitaires du Québec, ne réclame pas nécessairement l'élimination pure et simple des régies régionales, dont celle de l'Estrie. Ça pourrait prendre la forme d'une fusion régionale, comme cela s'est fait dans les MRC de l'Estrie, sauf Sherbrooke, où les établissements sont réunis sous un même chapeau et dont le résultat en est une plus grande «imputabilité» face aux clientèles.

Le CHUS doit récupérer la clientèle perdue pour assurer sa survie

François GOUGEON

Sherbrooke

S'il ne veut pas «mourir dans 10 ans», le Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CHUS) va devoir retrouver la clientèle limitrophe qu'il a perdue ces dernières années au profit des autres CHU, ceux de Québec et de Montréal.

L'expression a été lancée par le directeur général Jean-Pierre Chicoine, lors des audiences de la Commission Clair, mais celui-ci, en point de presse, a vite nuancé pour éviter de se faire alarmiste.

N'en reste pas moins qu'au cours des dernières années, à cause de la fusion et parce que les médecins de l'extérieur ont changé leurs habitudes en matière d'hospitalisation de leurs patients, le CHUS a perdu le tiers de sa clientèle dite supra régionale. Les gens de Drummondville, Victoriaville, Granby et autres vont ailleurs.

Or, pour récupérer cette clientèle importante qui facilitera l'embauche et la rétention de spécialistes (on appelle ça une masse critique de population à desservir), le CHUS mise sur l'amélioration de son approche: système de retour (feed-back) dans les 48 heures sur le suivi d'un patient auprès du médecin de l'extérieur qui l'a référé, embauche d'un médecin itinérant pour des rencontres auprès des référents, etc.

«Il nous faut un bassin (de population) à desservir d'entre 600 000 et 700 000 personnes (l'Estrie compte moins de 300 000



La Commission Clair a entendu hier, entre autres, une délégation du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CHUS). Dans l'ordre habituel, Denis Paré, président du conseil d'administration du CHUS, Jean-Pierre Chicoine, directeur général, et Jean-Marc Bigonnesse.

habitants)», a dit M. Chicoine, qui entend mettre l'accent particulièrement en matière de cardiologie, d'oncologie et de neurochirurgie.

Le CHUS propose en outre à la Commission Clair une «approche contractuelle»; c'est-à-dire qu'outre le contrat de desserte en priorité pour l'Estrie, on établirait des ententes contractuelles avec les régions de la Montérégie, du Centre-du-Québec et de Chaudière-Appalaches. C'est le CHUS qui fournirait à ces voisins de l'Estrie les services spécialisés.

«Ce modèle existe ailleurs dans le monde... Au Québec, ça introduit une intéressante notion d'affaires et de service à la clientèle dans un système qui, jusqu'à maintenant, a été plus axé sur les processus bureaucratiques que sur les résultats», a commenté M. Chicoine, dans une salle bondée de monde et particulièrement attentive à ses propos.

«Mais la condition, a-t-il repris, c'est un

financement adéquat, qui tienne compte de notre rôle suprarégional et d'enseignement. Par exemple, les médecins qu'on forme ne travaillent pas qu'à Sherbrooke mais partout au Québec... C'est pourquoi le financement du CHUS devrait relever directement du national et non pas juste de la région.»

Du reste, le directeur général du CHUS a plaidé en faveur de la consolidation d'une série de changements déjà amorcés ou en voie de l'être: corridor de service avec les autres établissements pour assurer le meilleur suivi des patients, soutien aux établissements des autres MRC de l'Estrie (comme la télémédecine), développement de l'informatique pour le dossier des patients permettant de les relier plus facilement avec les établissements et les professionnels et ainsi de suite.

Bref, Jean-Pierre Chicoine s'est dit déterminé à faire du CHUS un établissement «branché» sur sa région et en mesure d'agir comme «agent de changement».

En bref

L'ADQR-Estrie réclame une Loto-Santé

Sherbrooke - Si ce n'était que de l'Association québécoise des droits des retraités, section Estrie, on verrait naître au Québec une Loto-Santé, à laquelle les Québécois et Québécoises souscriraient «avec plaisir», s'ils étaient «assurés que les profits seraient versés à la santé».

On aimerait voir la profession médicale valorisée davantage, afin que les médecins jouissent de liberté et de responsabilité professionnelle, tout en étant soumis à certaines obligations.

Il est également devenu nécessaire de mettre en place des centres de soins ambulatoires attachés aux centres hospitaliers publics, aux dires de l'ADQR, section Estrie. Radicalement, il faut interdire l'instauration de méga-cliniques privées sur le territoire.

Priorité à la prévention

L'organisme ConcertAction Femmes Estrie

propose résolument un virage vers la prévention et la promotion de la santé. Plus précisément, il faut développer une véritable politique d'éducation de la santé en impliquant les différents ministères, entre autres la Famille, le Travail, la Solidarité sociale, l'Éducation, et évidemment la Santé et les services sociaux. On doit investir dans la santé pour réduire les problèmes à long terme plutôt que de se cantonner dans une vision comptable de court terme. L'amélioration des conditions de vie des femmes doit passer par une réorganisation des services qui tient compte de leurs droits, intérêts et réalités.

Un virage social S.V.P., dit le ROC

Le Regroupement des organismes communautaires (ROC) de l'Estrie dit oui à une véritable transformation du système, mais une transformation qui passe par un virage social préventif et qui maintient un système de santé et de services sociaux publics, accessibles, gratuits et universels.

Le ROC s'appose à tout scénario qui préconise la privatisation et la sous-traitance, ainsi que la tarification qui aurait pour effet d'introduire une commercialisation des services, souligne en conclusion le mémoire déposé par l'organisme.

Le ROC appuiera tout scénario qui respecte l'esprit du Manifeste pour la sauvegarde d'un système public de santé et de services sociaux.



30 heures de spéciaux
30% à 50%
sur marchandise sélectionnée
28-29-30 septembre



43, rue Wellington Nord
Sherbrooke 563-6460



**TORTICOLIS
MAUX
DE COU
ET DE
TÊTE**

Dr. Bertrand Veilleux D.C.

Il existe trois types de torticolis: aigu, congénital et spasmodique. Le traitement chiropratique obtient d'excellents résultats avec les torticolis aigus et spasmodiques (causés par des contractions musculaires). Le torticolis congénital quant à lui se manifeste surtout chez certains enfants entre deux et six ans. Votre chiropraticien déterminera, après examen, si une intervention chirurgicale serait souhaitable.

Le torticolis aigu peut aussi être causé par des micro-lésions sur les facettes articulaires des vertèbres cervicales. Ces micro-lésions produisent une inflammation qui irrite les nerfs, lors d'un faux mouvement, ce qui provoque des contractions musculaires douloureuses du cou.

Posez-vous ces questions.

1. Ressentez-vous le besoin de bouger la tête pour éliminer des tensions musculaires dans le cou?
2. Ressentez-vous des douleurs au cou au lever?

Avez-vous des maux de tête qui semblent prendre naissance dans la nuque?

Si vous avez répondu OUI à l'une de ces questions et si vous connaissez quelqu'un qui souffre de douleurs au cou, un examen vous est offert.

Dr Bertrand Veilleux D.C.

Pour plus d'information et une évaluation **GRATUITES**
564-1011

PROCHAIN GROS LOT 15 MILLIONS

loto-québec résultats

Tirage du 2000-09-27

1 ^{er} numéro 361664 25 000 \$ numéro décomposable	2 ^e numéro 701530 50 000 \$ numéro décomposable
3 ^e numéro 572269 100 000 \$ numéro décomposable	4 ^e numéro 951965 ALLEZ À LA TÉLÉ numéro non décomposable

649 Tirage du 2000-09-27
01 24 29 35 40 45
Numéro complémentaire: 34

419 Tirage du 2000-09-27
01 09 11 26 29 46
Numéro complémentaire: 31

Promotion Double Jeu
649 + 419 Tirage du 2000-09-27
22 31 43 46

*Seules les sélections participant au Loto 649 et au Québec 419 sur le même billet sont admissibles à la promotion.

Banco Tirage du 2000-09-27
01 09 11 12 25
29 34 35 36 42
44 47 51 52 53
55 56 61 68 69

Extra Tirage du 2000-09-27
NUMÉRO
354329

Quotidienne Tirage du 2000-09-27
3 4
953 4609

Le jeu doit rester un jeu.
Les modalités d'encaissement des billets gagnants passeront au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L.Q., cette dernière a priorité.

TVA, le réseau des tirages

STAR CHOICE

Satellite Plus

LES SEULS VRAIS SPÉCIALISTES

Vous voulez la télévision numérique par satellite?

Nous l'avons... et plus encore

Nous vous offrons la vente, le service et l'installation.

Installation gratuite jusqu'au 30 septembre. 10 ans d'expérience.

Aussi Super Écran 1-2-3-4 + 46 canaux pour seulement **2398\$** * taxes en sus



STAR CHOICE Navigo

1605, rue King Ouest (voisin de Audet • Delisio) Sherbrooke 569-0202


Un rayon de soleil pour nos aînés...

VOTRE DON
Campagne annuelle de financement 2000

Objectif: **325 000 \$**

Pavillon d'Youville
1036, rue Belvédère Sud
Sherbrooke (Québec)
J1H 4C4
Tél.: (819) 829-7138

Fondation de l'Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke
Sherbrooke Geriatric University Institute Foundation



Les produits du terroir mis en évidence

Denis DUFRESNE
Rock Forest

Cidre, miel, fromages, boulangerie, vins, fruits et légumes: l'Estrie est reconnue pour ses produits du terroir, mais ceux-ci ne sont pas toujours faciles à trouver, même si, paradoxalement, ils témoignent de la richesse et de la diversité de la production régionale et sont source de nombreux emplois.

Aussi, avec «Les journées nationales du goût et des saveurs», un événement initié par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), qui se déroule du 30 septembre au 9 octobre, le Conseil de l'industrie bio-alimentaire de l'Estrie (CIBLE) espère mieux faire connaître les produits typiques de la région.

«Il est parfois difficile de rendre disponibles aux consommateurs les produits de notre terroir, alors on doit faciliter le lien entre les détaillants et ceux qui les produisent», explique Idriss Etabaâ, commissaire au développement régional pour le CIBLE.

«D'où l'importance d'un tel événement pour rapprocher les détaillants

des fabricants, mieux faire connaître les produits et stimuler le marché du détail et de la restauration», ajoute-t-il.

Plusieurs activités

Lors d'une conférence de presse donnée hier au bureau régional du MAPAQ, à Rock Forest, les partenaires du projet ont dévoilé les diverses activités prévues, auxquelles sont associés de nombreuses entreprises agroalimentaires, des chaînes d'alimentation et des restaurateurs.

Dès le 30 septembre, plusieurs lieux gastronomiques de la région offriront des menus à base de produits régionaux, tandis que les marchés IGA de Fleurimont et East Angus présenteront des étalages spéciaux de produits du terroir, avec dégustation.

Le 2 octobre aura lieu une journée de rendez-vous d'affaires/agrotourisme au Pavillon de l'alimentation et du tourisme de Sherbrooke, à laquelle participeront une vingtaine d'entreprises agrotouristiques, ainsi que près de 70 hôteliers, restaurateurs et responsables touristiques de la région.

Des activités sont également prévues dans les écoles de la région.

Enfin, un Salon agroalimentaire se tiendra les 6, 7 et 8 octobre aux Gale-



Photo La Tribune, par Denis Dufresne
Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, en collaboration avec plusieurs partenaires, tient du 30 septembre au 9 octobre «Les journées nationales du goût et des saveurs». On aperçoit, dans l'ordre habituel, Patrick Delenclos, de la boulangerie artisanale Kiri, Idriss Etabaâ, du CIBLE, et Carole Huppé, de la ferme Lune de miel.



ries Quatre-Saisons, à Sherbrooke, réunissant 30 producteurs de la région. Au programme: dégustation, démonstrations culinaires avec chefs cuisiniers et vente de produits de la région.

«Les secteurs de la transformation agricole et agroalimentaires représentent 204 entreprises et plus de 1500 emplois dans la région, sans compter 6600 emplois en production agricole dans 2700 entreprises, en 1996», illustre Idriss Etabaâ, au sujet de l'importance de ce secteur d'activité.

Un rêve

Serge Roy, conseiller en marketing au MAPAQ-Estrie, avoue «rêver du jour où les produits du terroir seront bien en évidence à longueur d'année sur les étagères des grandes chaînes», soulignant que l'événement s'adresse d'abord aux consommateurs «pour les habituer aux goûts et saveurs des régions».

Carole Huppé, de la ferme Lune de miel, une entreprise agrotouristique de Stoke, souligne pour sa part que la clientèle est intéressée aux produits de la région, «mais il faut d'abord les placer sur les tablettes».

«Et c'est difficile pour les petites entreprises de faire leur place parce que les grandes marques sont déjà là», ajoute-t-elle.

La boulangerie artisanale Kiri, située à Rock Forest, tire son épingle du jeu en vendant une trentaine de types de pain à la grandeur de l'Estrie.

«Nous avons neuf employés et nous sommes en progression. C'est vrai qu'il y a des problèmes de distribution pour les produits du terroir, mais le pain est quand même un produit en demande et on n'a pas de mal à rentrer dans les magasins», dit son propriétaire, Patrick Delenclos, un Parisien d'origine qui a acheté cette entreprise il y a six ans.

Abus sexuel avec un ado: le juge réfléchit à la sentence

Jacques LEMOINE

Sherbrooke

Le juge Michel Côté de la Cour du Québec a pris en délibéré la sentence qu'il devra imposer à un homme de 48 ans pour des contacts sexuels avec un adolescent de 13 ans qui ont eu lieu entre autres dans sa voiture dans la cour de l'église de la paroisse Saint-Jean-Baptiste, à Sherbrooke.

Yvan Bolduc avait admis sa culpabilité à cette accusation s'étalant du 1er mai au 31 août 1994.

Le procureur André Campagna a réclamé de la détention contre le prévenu ayant abusé de la confiance d'un adolescent sans défense et ayant un antécédent semblable remontant à 1981.

Me Michel Dussault estime qu'une peine dans la collectivité constituerait une alternative pour son client qui n'a pas manifesté d'autres problèmes depuis six ans et est prêt à payer 3600 \$ pour une thérapie dans une maison spécialisée.

Premiers atouchements

Selon une source policière, l'adolescent a rapporté que le prévenu lui avait demandé au retour de la plage à Magog de tasser son maillot de bain pour y placer 5 \$ qu'il lui a donnés.

Il l'a ensuite amené chez lui où il a présenté un film porno à la télé et lui a demandé de porter un slip de style J String.

Quelques jours plus tard, l'accusé a voulu voir une cabane que l'adolescent avait aménagée dans le bois, et les premiers atouchements ont eu lieu à cet endroit.

Il y a eu d'autres épisodes semblables dans sa voiture stationnée dans la cour de l'église Saint-Jean-Baptiste.

On a représenté à l'adolescent que cela pourrait aller mal pour lui s'il parlait, et ce dernier avait peur.

La mère a porté plainte en 1999 alors que l'adolescent se trouvait en fugue.

Bolduc devra revenir devant le tribunal le 13 octobre pour connaître le sort que le tribunal lui réserve.

GRANDE VENTE

(jusqu'au 30 sept.)

Venez profiter du plus grand choix de lingerie et accessoires pour adultes en région

Lingerie pour elle et lui jusqu'à

60% de rabais

Souliers réduits jusqu'à

50% de rabais

Maillots de bain pour elle à partir de

20\$

Maillots de bain pour lui à partir de

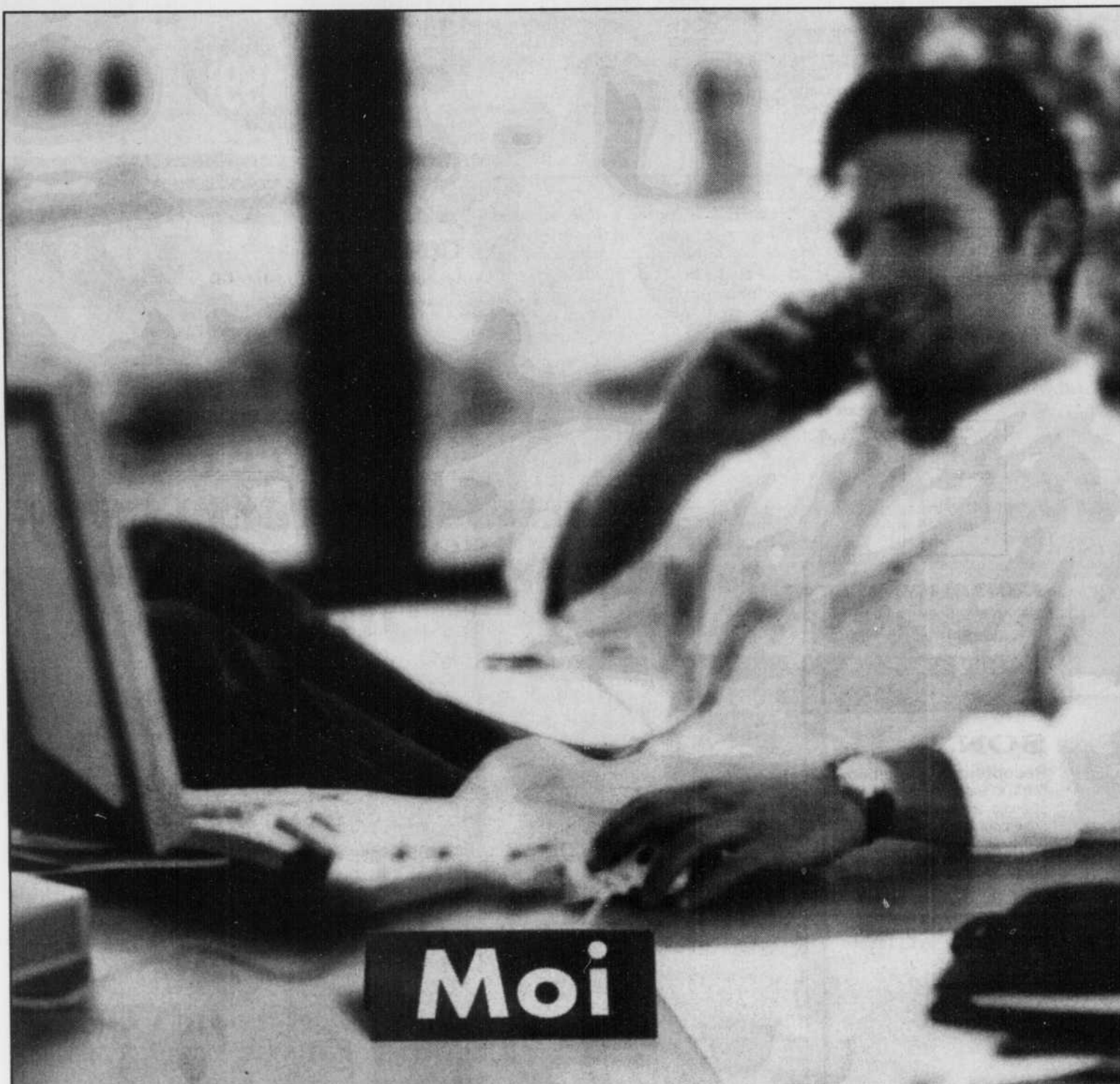
10\$



Aussi rabais sur huiles à massage, lotions à saveurs et compléments sexuels.

BOUTIQUE
l'extase

25, rue King Ouest, Sherbrooke
562-3603



POUR PRENDRE VOTRE PLACE, LISEZ LE MODE D'EMPLOI.

MODES D'EMPLOI, 6 FASCICULES GRATUITS RÉDIGÉS PAR LA JOURNALISTE DANIELLE BONNEAU POUR CEUX ET CELLES QUI VEULENT AMÉLIORER LEUR EMPLOI OU QUI EN CHERCHENT UN. PUBLIÉS DANS LA TRIBUNE LES SAMEDIS ET MERCREDIS JUSQU'AU 11 OCTOBRE.

DEMAIN. COMMENT CRÉER SON EMPLOI. DES CONSEILS POUR CEUX QUI VEULENT PRENDRE UNE PART ACTIVE DANS L'ÉCONOMIE. COMMENT ÉLABORER VOTRE PLAN D'AFFAIRES, LES PROGRAMMES D'AIDE AUX JEUNES ENTREPRISES. BREF, TOUT CE QU'IL FAUT POUR ENTENDRE L'APPEL DE L'ENTREPRENEUR QUI SOMMEILLE EN VOUS.

MERCREDI PROCHAIN: FORMATION ET MOBILITÉ DU PERSONNEL



La Tribune EN COLLABORATION AVEC Québec Emploi-Québec

LES QUANTITÉS ÉTANT LIMITÉES, COMPOSEZ LE (819) 564-5466 POUR VOUS ABONNER OU RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT VOTRE EXEMPLAIRE DE LA TRIBUNE AUPRÈS DE VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.

MAINTENANT OFFERTS CHEZ

BRAULT & MARTINEAU

les produits

SONY

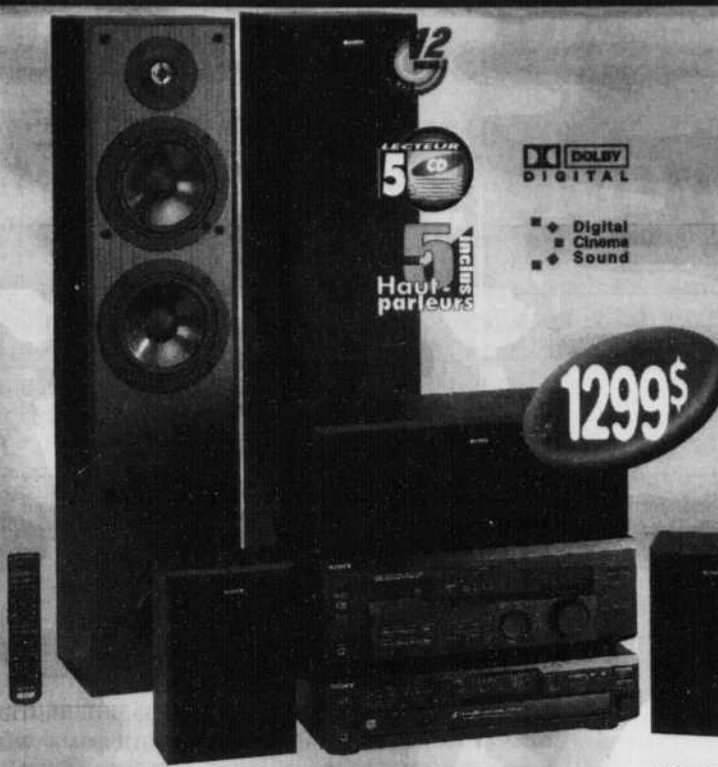
GRATUIT!*

Accessoires pour ensemble cinéma maison Digital d'une valeur de **400\$**



- À l'achat d'un téléviseur 32 ou 36 po Mega ou d'un téléviseur à projection par Sony. Détails en magasin.
- Câble vidéo à composants
- DVD «over Canada»
- Couverture pelucheuse de cinéma de salon Sony
- Guide vidéo et DVD
- Une remise de 25\$ sur magnétoscopes VHS sélectionnés
- Remise de 50\$ sur ensembles d'enceintes acoustiques hi-fi sélectionnés
- Remise de 50\$ sur lecteurs DVD Sony sélectionnés
- Remise postale de 50\$ sur Bell Express Vu
- Un coupon pour câble optique numérique gratuit
- Brochure sur le cinéma de salon Sony

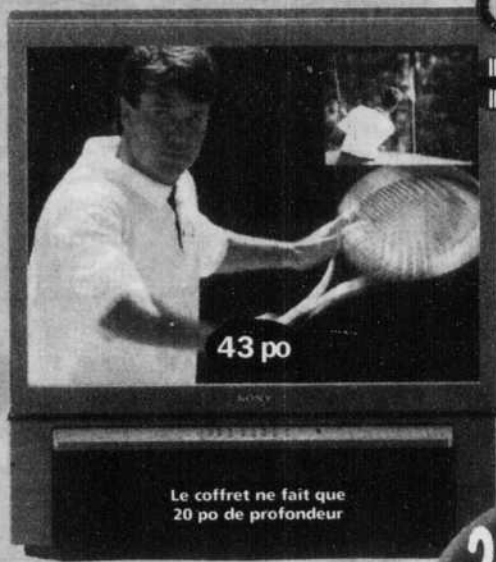
*Détails sur le coupon



1299\$

SONY.

Ensemble cinéma maison comprenant: récepteur audio/vidéo de 5 x 100 watts, lecteur de disques compacts, haut-parleurs avant à 3 voies, haut-parleur central. Livraison gratuite.



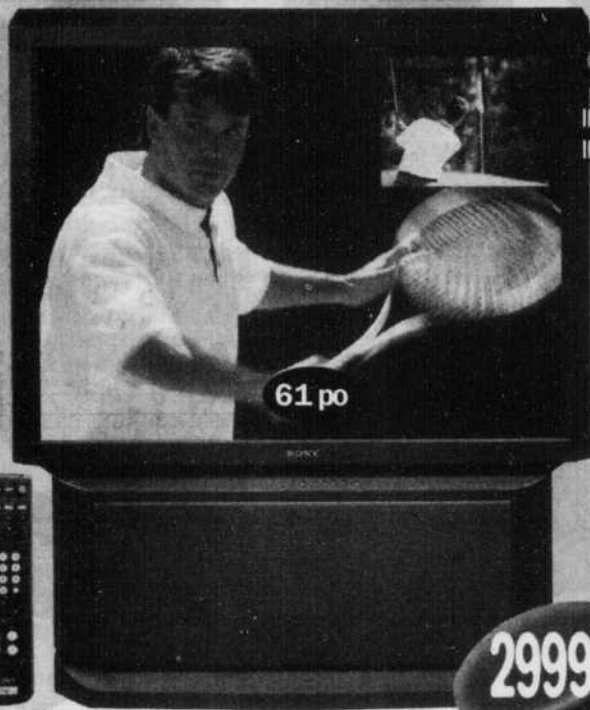
SONY.

Téléviseur Videoscope® à projection 43 po stéréo. Filtre peigne numérique à 3 lignes, entrées S-VHS avant et arrière, entrée audio/vidéo à l'avant, entrée vidéo composante, miroir de surface. Livraison gratuite.

CANADIAN VCHIP

Videoscope®

2499\$



SONY.

Téléviseur Videoscope® à projection 61 po stéréo. Filtre peigne numérique à 3 lignes, entrées S-VHS avant et arrière, entrée vidéo composante, stabilisateur d'image, télécommande universelle lumineuse. Livraison gratuite.

CANADIAN VCHIP

Videoscope®

2999\$



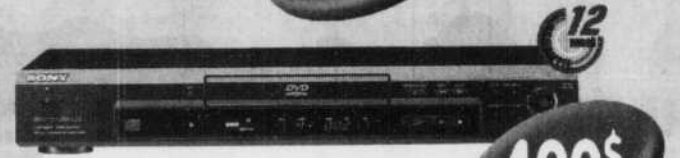
SONY.

Téléviseur 27 po stéréo. Tube image plat Trinitron, entrées audio/vidéo et S-VHS, sortie audio fixe/variable, entrée vidéo composantes. Livraison gratuite.

TRINITRON

CANADIAN VCHIP

999\$



SONY.

Lecteur de DVD, CD et vidéo CD. Contrôle parental de 50 disques, sorties S-VHS, vidéo composante et numérique DTS, image par image avant/arrière.

499\$



SONY.

Magnéscope à 4 têtes stéréo hi-fi. Têtes 19 microns, entrée audio/vidéo à l'avant, survol des messages publicitaires, réglage automatique de l'horloge.

199\$

TRILOGIC



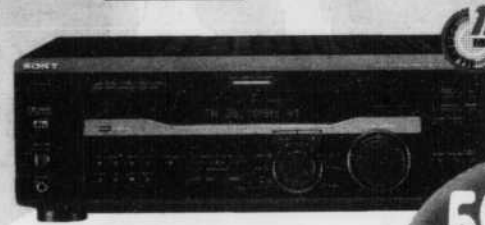
SONY.

Téléviseur 32 po stéréo. Filtre peigne numérique, entrées audio/vidéo et S-VHS, sortie audio fixe/variable, télécommande universelle. Livraison gratuite.

CANADIAN VCHIP

Trinitron®

999\$



SONY.

Récepteur audio/vidéo. 5 x 100 watts, entrées et sorties S-VHS et audio/vidéo, compatible avec DTS, prise pour les écouteurs.

DOLBY DIGITAL

Digital Cinema Sound

DTS SURROUND

599\$

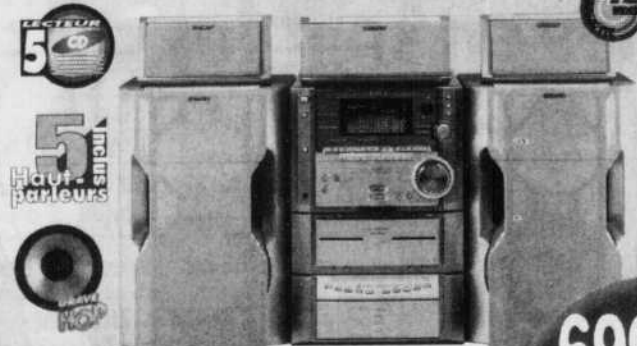


SONY.

Caméscope 8mm avec écran ACL couleur de 2,5 po. Programme AE avec effets spéciaux, dispositif d'éclairage automatique, titreuse, système de batterie InfoLITHIUM™.

699\$

Zoom numérique 200x



SONY.

Mini-chaîne.

320 watts total, magnétocassette double à inversion automatique, réducteur de bruit, haut-parleurs avant à 3 voies, télécommande audio/vidéo.

699\$

DOLBY DIGITAL



SONY.

Radio portative. Magnétocassette, accentuation des graves, système sonore dynamique 3D.

199\$



SONY.

Micro-chaîne compact. Magnétocassette, accentuation des graves/aigus, haut-parleurs à 2 voies, 30 stations programmables, prise pour les écouteurs.

399\$



SONY.

Lecteur CD portatif. Système G-Protection sans sautellement, format super compact, 64 pistes programmables, durée prolongée des piles.

159\$

G-PROTECTION CD WALKMAN

LAVAL
1770, boul. Des Laurentides
(coin St-Martin)
Tél.: (450) 667-3210

LASALLE
7272, boul. Newman
(près du Carrefour Angrignon)
Tél.: (514) 394-6110

ST-HUBERT
1351, boul. Des Promenades
(près des Promenades St-Bruno)
Tél.: (450) 678-1911

ST-LÉONARD
6700, Jean-Talon Est
(près des Galeries d'Anjou)
Tél.: (514) 254-9455

BROSSARD
8220, boul. Taschereau
(coin Pelletier)
Tél.: (450) 465-5544

POINTE-AUX-TREMBLES
12605, Sherbrooke Est
(près de Tricentenaire)
Tél.: (514) 840-6446

GATINEAU
500, boul. De la Gappe
(face aux Promenades de l'Outaouais)
Tél.: (819) 561-5007
1 877 755-2555

ROCK FOREST
4275, boul. Bourque
(coin Grégoire)
Tél.: (819) 562-4242
1 800 267-4240

STE-THERÈSE
125, boul. Desjardins Est
(coin Curé Labelle)
Tél.: (450) 430-0555

KIRKLAND
3150, boul. St-Charles
(sortie 50, Transcanadienne)
Tél.: (514) 697-9228

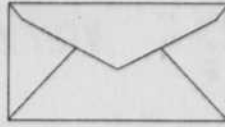
Quantité limitée sur certains articles. Achat minimum requis de 500\$ meubles/électroménagers et 300\$ électroniques. Ne payez que les taxes de vente. Sujet à l'approbation du crédit. Valable pour les produits en inventaire seulement. Non valable aux C.D.L. Prix en vigueur jusqu'au mercredi 4 octobre 2000. *Aucun dépôt, paiement, ni intérêt si payé en entier en septembre 2001.



PROCUREZ-VOUS LA CARTE DE CRÉDIT BRAULT & MARTINEAU

HEURES D'OUVERTURE
Du 10h au 6h
Du 10h au 6h
Du 10h au 6h

Opinions



Opinion
des lecteurs

La Tribune
1950 rue Roy
Sherbrooke (Québec)
J1K 2X8

Télécopieur
564-8098

Courrier électronique
redaction@latribune.qc.ca

ÉDITORIAL

Quand Québec se fait tirer la langue



Michel
MORIN

Depuis l'attentat perpétré contre le journaliste Michel Auger du Journal de Montréal, presque tous les leaders d'opinion au Québec réclament haut et fort le recours à la clause dérogatoire afin de rendre illégale l'appartenance aux gangs de motards criminalisés. Même le Premier ministre Lucien Bouchard a mis tout son poids politique dans la balance pour convaincre son homologue fédéral

Jean Chrétien d'agir. L'affaire a donné lieu encore une fois à une empoignade fédérale-provinciale. Mais tout cela n'est que de la petite bière en comparaison avec le coup d'éclat que viennent de faire les motards.

Imaginez : les chefs présumés des Hells Angels et des Rock Machine ont paraphé, en plein palais de justice, un pacte de paix pour mettre un terme à la guerre que ces deux bandes se livrent depuis des années et qui a fait jusqu'à maintenant plus de 150 morts.

Selon toute vraisemblance, les motards ont compris qu'il valait mieux à ce moment-ci mettre un terme à leurs hostilités. Pour diminuer d'abord la pression publique qui pèse sur eux et également pour circonscrire les débordements engendrés par leur guerre intestine qui, malheureusement, ont entraîné la mort de parfaits innocents depuis toutes ces années. Mais comme les motards sont

passés maîtres dans l'art du spectacle et des coups fumants, ils ont choisi rien d'autre qu'une salle du Palais de justice de Québec pour s'échanger des poignées de mains et des tapes dans le dos. Serge Ménard, le ministre de la Sécurité publique qui fut l'un de ceux à réclamer la suspension de la Charte des droits à l'encontre des motards, n'a d'autre choix aujourd'hui que de se sortir de l'embaras créé de toutes pièces par la mise en scène des motards. À ce titre, il rejoint les populaires chanteurs Ginette Reno et Jean-Pierre Ferland ainsi que le regretté Robert Bourassa qui ont tous eu à expliquer leur présence surprise dans l'entourage des motards, particulièrement dans celui des Hells Angels.

Les ministres Serge Ménard et Linda Goupil de la Justice devront expliquer au bon peuple, et deux fois plutôt qu'une, comment il se fait que des chefs de bandes de motards criminalisés puissent se rencontrer en plein palais de justice sans que cette rencontre n'éveille le moindre questionnement. Et l'on devra également expliquer la procédure à suivre pour pouvoir louer une salle du palais de justice afin d'y tenir des réunions qui n'ont absolument rien à voir avec des causes pendantes devant la cour. Parce que c'est de cela qu'il s'agit. Que des salles puissent être mises à la disposition de citoyens impliqués dans diverses causes judiciaires est tout à fait logique : c'est souvent là que sont trouvés des terrains d'entente. Sauf qu'on dépasse les bornes en rendant disponible une

de ces salles à des chefs de motards pour qu'ils règlent leurs différends. Regardons-y de plus près : utiliser un palais de justice pour une réunion de motards criminalisés! C'est un peu comme si on demandait aux ministres Serge Ménard et Linda Goupil d'aller dans le bunker des Hells Angels pour adopter une loi antigang.

Mais il n'y a pas que les ministres qui risquent de bégayer. Les membres du Barreau et les gestionnaires des palais de justice devront aussi fournir des réponses que l'on espère logiques. Et que l'on ne vienne pas nous dire que les palais de justice sont des endroits publics. Oui, ils le sont. Sauf qu'ils ne devraient pas l'être pour permettre ce genre de rencontre. Comme il faut présumer que cette rencontre a eu lieu pendant les heures normales de travail, soit entre 09h00 et 18h00, on devra aussi dire pourquoi personne n'est intervenu pour y mettre un terme. Un palais de justice, c'est normalement bondé d'agents de la Sécurité publique, d'avocats, de juges, de policiers et de fonctionnaires. Où étaient tous ces gens? Que faisaient tous ces gens pendant que Maurice Boucher et Frédéric Faucher échangeaient et pactisaient? On nous expliquera peut-être que personne ne pouvait rien faire. Alors, si c'est le cas, on comprendra pourquoi certains élus et la population puissent trouver que la Charte des droits et libertés confère trop de libertés. Et on ne pourra s'empêcher de penser que les motards sont devenus des maîtres du cinéma.

TRIBUNE LIBRE

Suite à la guerre de clochers

NDLR - Nous publions ce matin une autre série de réactions reçues à la suite de la publication de la chronique de Mario Goupil sur la guerre de clochers à Coaticook.

Les brebis qui s'égarent...

En se servant du journal pour faire connaître publiquement ses pensées obscures, M. Gilles Baril, prêtre, a démontré toute l'étendue de sa démagogie en étant prêt à salir la réputation d'une honnête personne, en l'occurrence «la secrétaire», et en faisant des accros à la vérité pour s'assurer la reconnaissance de ses pairs. Malheur à celui par qui le scandale arrive! En agissant de la sorte, M. Baril a perdu une bonne occasion de rassembler ses brebis sans en perdre aucune en son pasteur qu'il prétend être.

Sylvie Guillemette
Coaticook

Toute chose qui s'éternise se salit

Monsieur Goupil, J'ai, comme la plupart de mes concitoyens, lu avec beaucoup de surprise votre éditorial du début de cette semaine, ayant trait aux relations houleuses entre le curé Gilles Baril et son ancienne secrétaire.

Je suis paroissien à Saint-Jean-l'Évangéliste depuis au-delà de cinquante ans et malgré certains problèmes mineurs au cours des années, je n'ai jamais rien vu de pareil à ce que nous vivons actuellement. A qui la faute? Certainement pas à Madame Louise Benoît qui a œuvré dans la paroisse pendant au-delà de 13 ans avec beaucoup d'efficacité et d'implication.

Comme ancien marguillier, j'ai avec un collègue essayé de régulariser la situation au mois de décembre 1999 en demandant au conseil de la paroisse de convoquer une assemblée de tous les anciens marguilliers avec monsieur le curé afin de clarifier la situation mais sur division le conseil a refusé, croyant que le feu s'éteindrait par lui-même, ce qui n'a pas été le cas.

Vous connaissez le vieux dicton: «toute chose qui s'éternise se salit». Eh bien, vous en avez un bel exemple avec ce cas, car selon certaines rumeurs il y a de l'intégrité de Madame Benoît et il faut clarifier cette situation.

Je ne comprends pas pourquoi l'archevêché ne semble pas vouloir s'impliquer dans cet important dossier; quant à moi, je vais retenir le montant que je donne pour la Contribution volontaire annuelle (CVA) jusqu'au règlement satisfaisant du litige.

Ronald Charland
Coaticook

Fatiguée de ce salissage

Monsieur Goupil, N'allez pas croire qu'on se sent bien devant ces mémorables ou litige concernant votre article «Les cousines et le curé». Vous dites, Monsieur Goupil,

avoir tenté de laisser la parole aux personnes qui avaient des reproches à adresser au pasteur, mais aucune n'a voulu s'adresser publiquement. Elles en auraient eu à dire, mais comme elles n'ont pas un esprit de vengeance et, de par leur éducation, elles ont des principes dont le savoir-vivre et le respect pour les religieux. C'est certain qu'elles n'auraient jamais répondu à votre appel.

Vous savez ce proverbe arabe: «Si ce que tu dis n'est pas plus beau que le silence, tais-toi». Il peut signifier ne pas parler contre les autres, user de la parole pour aimer, bénir, remercier, consoler, pardonner. Mais aussi, si ce que l'on a à dire est plus beau que le silence, alors on peut parler surtout lorsqu'il s'agit de dénoncer l'injustice. Il y a un temps pour se taire et un temps pour parler.

Je relis encore «Offrir son pardon» des cousines et ce que Monsieur Baril a dit dans votre article, je me demande moi aussi ce qu'aurait à dire Pilate. Ça revient à qui de trancher ce litige? Est-ce qu'on va continuer de se manger l'un et l'autre? Nous n'avons plus ce Jésus d'il y a 2000 ans qui nous demandait de nous aimer les uns les autres, de travailler ensemble au bien commun contre les injustices et la pauvreté (comme a écrit M. Morin).

Où est ce Jésus miséricordieux? Si quelqu'un sait où il est, envoyez-le à Coaticook, ça presse. Je suis tannée de ce salissage-là.

Lucille Cloutier
Coaticook

Méchante secrétaire et bon curé

Quand on lit cette histoire, il y a trois proverbes qui font surface:

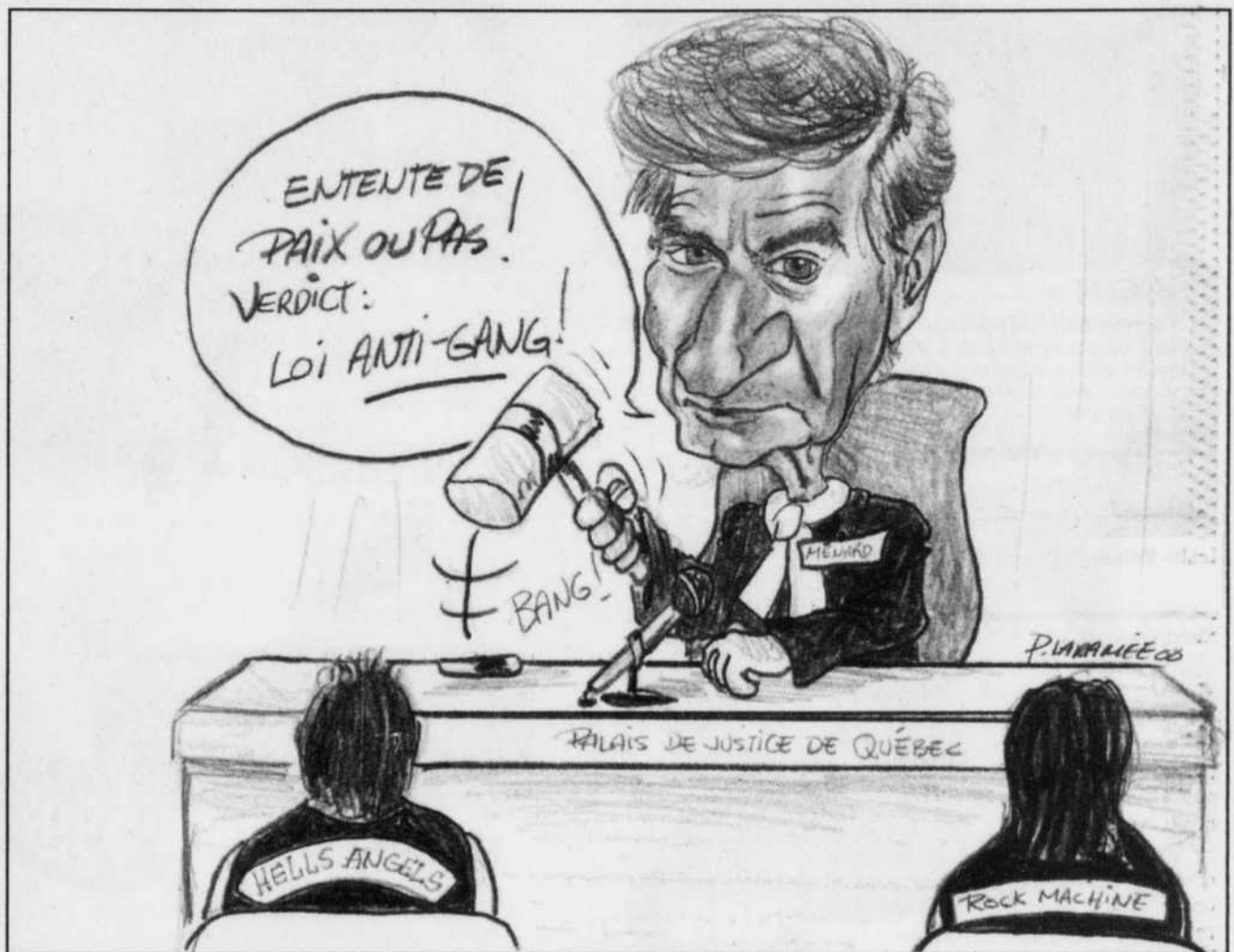
«Il n'y a pas de fumée sans feu». Quand des «rumeurs» circulent, il faut regarder qui était sur place. Je trouve que Monsieur Baril égratigne beaucoup de personnes pour pouvoir respirer et que si certaines personnes se sont tassées, c'est afin de laisser guérir leurs cicatrices et non parce qu'elles sont coupables d'une faute.

«Faute avouée est à moitié pardonnée». Tout le monde sait que curé ou secrétaire, personne n'est parfait, alors pourquoi toujours mettre la faute sur les autres. Avoir assez d'humilité pour reconnaître ses fautes on gagne un peu de respect.

«L'habit ne fait pas le moine». Ce n'est pas l'habit qu'on porte qui fait qu'on est une bonne personne, mais plutôt le comportement envers autrui.

La secrétaire a fait son travail consciencieusement pendant plusieurs années et elle ne mérite pas d'être éclaboussée de boue. Mais tout le monde vit avec sa conscience n'est-ce pas...

Lucie Benoît
«La secrétaire»
Coaticook



COMMENTAIRES

E-COLI, quelles en sont les causes?

La maladie du hamburger fait encore les manchettes, vous êtes tous craintifs, comment régler le problème? Sachez d'abord que, vous consommateurs, êtes les principaux responsables, étant toujours à l'affût d'aubaines.

Les grandes chaînes alimentaires, pour vous satisfaire tout en continuant à faire des milliards en profit net, s'approvisionnent maintenant en Argentine ou en Uruguay, opération maintenant rendue possible grâce au libre-échange. Le boeuf que nous consommons provient d'abattoirs dont on ne verra ja-

mais l'emplacement, encore moins les méthodes d'abattage et d'empaquetage. Ces pièces arrivent congelées, dans des boîtes sentant encore l'étable, sans parler des mouches qui s'y trouvent, arrivent ainsi au pays et dégèlent dans les départements de viandes des supermarchés.

Qui sont les responsables? Vous, consommateurs. Arrêtez de vouloir sauver de l'argent aux dépens de votre santé. Informez-vous auprès de votre boucher d'où proviennent les pièces

servant à faire du boeuf haché. Demandez de visiter le lieu où l'on hache la viande, vérifiez la température et les conditions d'assainissement, vous en avez tous le droit. S'alimenter à bas prix coûte cher. Encourager les petites boucheries qui servent notre bon boeuf canadien coûte plus cher, mais c'est le meilleur; pas étonnant que ce soit les Américains qui le dégustent.

Iouri Fournier
Boucher
Sherbrooke

Petite politique régionale

La récente attaque sournoise de certains élus de la MRC, principalement des maires semble-t-il, envers le maire de Bromptonville et préfet de la MRC Clément Nault me donne des nausées : profiter de l'absence d'un homme aussi franc, honnête et transparent pour le poignarder de façon aussi lâche et vicieuse relève de la plus vile bassesse.

Comme citoyen, j'en étais venu à croire que les principales exigences et qualités requises pour devenir un bon politicien étaient de posséder des aptitudes supérieures dans les domaines de l'hypocrisie et du mensonge; j'avais toutefois dû me rendre à l'évidence qu'il y avait des exceptions à la règle suite à l'entrée en scène de Monsieur Nault. Monsieur le préfet, comme naguère le Christ lors de sa crucifixion sur la place publique, pardonnez-leur car ils ne savent ce qu'ils font. Et prions pour l'avenir de la MRC de Sherbrooke.

Pierre-A. Lavolette
Rock Forest



Clément Nault, maire de Bromptonville

ADMINISTRATION		RÉDACTION		PUBLICITÉ		TECHNOLOGIE		PRÉ-IMPRESSON & PRODUCTION		COMPTABILITÉ		TIRAGE	
Raymond Tardif Président et éditeur	René Morin Vice-président Finances et administration	Maurice Cloutier Rédacteur en chef	Michel Morin Directeur de l'information Jacynthe Nadeau Adjointe au directeur	François Fouquet Directeur	Alain LeClerc Christian Malo Adjoint au directeur	René Béliveau Conseiller Stéphane Garant Adjoint	André Roberge Directeur	Steve Rancourt Michel Dayon Adjoint au directeur	Pierre Vallée Contrôleur	Julienne Poulin Gérante du crédit	André Cusseau Directeur	Serge Nadeau Adjoint au directeur	

«Il n'y a rien à craindre des chauve-souris»

□ Rien ne prouve que la rage puisse se transmettre à toute la colonie, estime le professeur Donald Thomas

Daniel FORGUES
Sherbrooke

Une chauve-souris trouvée morte à Waterville au début du mois était une petite chauve-souris brune dont moins de un pour cent de l'espèce est atteinte de la rage, et rien ne prouve jusqu'à maintenant que cette maladie puisse se transmettre chez les millions de chauve-souris que l'on retrouve dans la région, estime Donald Thomas, prof à l'Université de Sherbrooke reconnu comme spécialiste international dans le domaine des chauve-souris.

«C'est plutôt rare que cette espèce de chauve-souris soit atteinte de la rage; on estime que moins de un pour cent d'entre elles peuvent l'être sans que l'on ne sache trop pourquoi», explique M. Thomas.

«Il n'y a rien à craindre des chauve-souris tant qu'on n'entre pas en contact avec elles quand elles sont vivantes», ajoute-t-il.

Les petites chauve-souris brunes sont généralement répertoriées dans les

régions rurales, les petits villages et petites agglomérations comme celle de Waterville.

Quant à l'autre espèce de chauve-souris que l'on trouve en Estrie, il s'agit de la grande chauve-souris brune que l'on répertorie surtout dans les grandes villes. «Elles se nourrissent surtout d'insectes qui sont attirés par les lampadaires de rue la nuit», dit M. Thomas.

Ce dernier estime que les colonies de chauve-souris quittent généralement les régions pour s'enfermer à la fin du mois d'août en vue de la période froide.

«Que l'on trouve une chauve-souris morte le 11 septembre à Waterville, ça veut dire qu'elle n'a pu suivre la colonie parce qu'elle était déjà malade et faible, mais cela ne signifie pas qu'elle a contaminé la colonie», croit-il. Quant à la présence de la rage chez les grandes chauve-souris brunes, elle peut atteindre un taux de cinq pour cent. Mais les risques de contamination entre les chauve-souris semblent peu évidents.

Pas plus tard qu'il y a huit ans, M. Thomas dit avoir été invité à Brigham,



Photo La Tribune, archives
Spécialiste international dans le monde des chauve-souris et enseignant à l'Université de Sherbrooke, Donald Thomas soutient qu'il n'y a rien à craindre des chauve-souris, sinon de simples précautions à prendre.

une petite municipalité des Cantons de l'Est où, dans une résidence, on avait trouvé le cadavre d'une chauve-souris atteinte de la rage. Dans le grenier, on avait capturé une colonie de chauve-souris qui, elles, n'étaient pas atteintes de la rage.

Mais comment les chauve-souris sont-elles atteintes par cette maladie mortelle pour elles et les humains?

M. Thomas ne peut répondre précisément à la question sinon que «toute espèce de mammifère comporte un taux de

maladie chez elle», dit-il.

La règle d'or demeure donc: ne pas toucher aux chauve-souris, ne pas tenter de les capturer et se rapporter aux autorités médicales si on a été touché ou mordu par une chauve-souris. Il est aussi conseillé de rapporter aux autorités tout cas de comportement suspect de chauve-souris, comme l'une d'elles qui, par exemple, pourrait virevolter le jour sans sembler trop savoir où elle va.

Les petits frères des Pauvres
Et
Le 714^e Escadron des communications
Vous convient à la 2^e édition de leur

Bal
Des petits frères des Pauvres

Donné à l'intention de leurs Vieux Amis
Et des aînés de la région sherbrookoise.

Samedi le 30 septembre 2000 à 19 heures
Manège militaire de Sherbrooke

Prix d'entrée : 15\$ par personne
Vin d'honneur et goûter
Billets en vente au 821-4411

Musique par les
Fusilliers de Sherbrooke

30182

Le mouvement pro-amiante est l'affaire des travailleurs

□ Les politiciens s'y sont associés par conviction, affirme la mairesse d'Asbestos



Louise Moisan-Coulombe

Sherbrooke (GF)

Le mouvement pro-amiante auquel sont associés des gens d'Asbestos et de Thetford Mines a été initié par les travailleurs. Les politiciens s'y sont associés spontanément par devoir et par conviction.

C'est ce qu'a expliqué la mairesse d'Asbestos, Louise Moisan-Coulombe, appelée à faire un bilan des conférences de presse d'Asbestos et de Thetford Mines qui complétaient une journée très chargée, hier, qui avait débuté par une conférence de presse à Montréal.

À Thetford aussi

Mais il ne faut pas croire que Mme Moisan-Coulombe prend des distances face au mouvement. Le leadership du mouvement appartient, dit-elle, aux travailleurs. Elle a emboîté le pas, comme l'a fait à Thetford son vis-à-vis, Laurent Lessard.

Elle ne fait pas cas du fait qu'elle est l'épouse de Bernard Coulombe, le pdg de JM Asbestos. Elle estime que son implication ne perd pas en crédibilité du fait qu'elle est mariée avec le président de la compagnie d'amiante.

«Ce serait macho de le croire. Je n'ai pas été élue parce que je suis mariée avec Bernard Coulombe. Il n'y a pas de conflit d'intérêt. Il a son travail. J'ai le mien. Et le soir, on parle d'amiante mais on parle aussi de bien d'autres choses. Nous vivons depuis 30 ans à Asbestos et nous avons à cœur son développement. Nous nous impliquons...», a-t-elle lancé.

Un porte-parole

Les partenaires du mouvement pro-amiante se réuniront dans une quinzaine de jours pour arrêter qui, justement, sera le porte-parole officiel du mouvement. Il sera également question des prochaines actions.

Rappelons que le mouvement pro-amiante a l'intention de se rendre à Québec et à Ottawa afin d'obtenir l'appui des gouvernements et de l'opposition.

On y attend aussi du financement qui permettra au groupe d'aller défendre son point de vue à Genève, au si-

ge social de l'OMC, l'Organisation mondiale du commerce qui vient de rendre une décision en l'amiante.

Faites comme
Mamouchka,
ne partagez plus
votre accès
à Internet avec
tout le quartier.



Contrairement au câble, le service Sympatico Édition Haute Vitesse™ de Bell vous offre une vitesse de navigation constante, quel que soit le nombre d'utilisateurs sur notre réseau d'accès. Mais ce n'est pas tout, en vous abonnant dès maintenant, vous bénéficiez gratuitement :

SYMPATICO™
Édition Haute Vitesse

- d'une trousse de démarrage
 - de l'installation à domicile
 - de la location du modem pendant 3 mois.
- Jusqu'à 210\$ d'économie.**

1 877 904-VITE www.bell.ca/vite19
ou visitez votre magasin Espace Bell

Erratum

Mille excuses au maire de Thetford Mines qui, l'espace d'une édition, celle de mercredi, a vu son nom de famille changé en Lacasse. Bien sûr, le vrai nom du premier magistrat de cette ville de l'Or blanc est Laurent Lessard.



Bell est fière de commanditer
l'équipe olympique canadienne.

Marque Officielle de l'Association olympique canadienne. Sympatico Édition Haute Vitesse est une marque de commerce de Bell AchMedia inc., utilisée sous licence. *Offre valable jusqu'au 31 octobre 2000. Le service est seulement offert aux abonnés résidentiels, là où la technologie le permet. Certaines conditions s'appliquent. Accès illimité à 29,95\$ par mois, taxes en sus. Location du modem à 10\$ par mois à partir du 4^e mois.

